

**CONSOLIDATION OF EVIDENCE ACT
(NUNAVUT)**
R.S.N.W.T. 1988,c.E-8

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE
DE LA LOI SUR LA PREUVE
(NUNAVUT)**
L.R.T.N.-O. 1988, ch. E-8

**AS AMENDED BY NORTHWEST
TERRITORIES STATUTES:**

R.S.N.W.T. 1988,c.57(Supp.)
R.S.N.W.T. 1988,c.8(Supp.)
In force July 19, 1993;
SI-008-93
S.N.W.T. 1994,c.28
In force January 1, 1995;
SI-020-94
S.N.W.T. 1995,c.11
S.N.W.T. 1997,c.12
In force July 1, 1998;
SI-009-98

**AS AMENDED BY STATUTES
ENACTED UNDER SECTION 76.05
OF NUNAVUT ACT:**

S.N.W.T. 1998,c.34
In force April 1, 1999
S.N.W.T. 1998,c.37
In force April 1, 1999
S.N.W.T. 1998,c.38
In force April 1, 1999

**MODIFIÉE PAR LES LOIS DES
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
SUIVANTES :**

L.R.T.N.-O. 1988, ch. 57 (Suppl.)
L.R.T.N.-O. 1988, ch. 8 (Suppl.)
En vigueur le 19 juillet 1993;
TR-008-93
L.T.N.-O. 1994, ch. 28
En vigueur le 1^{er} janvier 1995;
TR-020-94
L.T.N.-O. 1995, ch. 11
L.T.N.-O. 1997, ch. 12
En vigueur le 1^{er} juillet 1998;
TR-009-98

**MODIFIÉE PAR LES LOIS ÉDICTÉES
EN VERTU DE L'ARTICLE 76.05 DE
LA LOI SUR LE NUNAVUT
SUIVANTES :**

L.T.N.-O. 1998, ch. 34
En vigueur le 1^{er} avril 1999
L.T.N.-O. 1998, ch. 37
En vigueur le 1^{er} avril 1999
L.T.N.-O. 1998, ch. 38
En vigueur le 1^{er} avril 1999

This consolidation is not an official statement of the law. It is an office consolidation prepared for convenience only. The authoritative text of statutes can be ascertained from the *Revised Statutes of the Northwest Territories, 1988* and the Annual Volumes of the Statutes of the Northwest Territories (for statutes passed before April 1, 1999) and the Statutes of Nunavut (for statutes passed on or after April 1, 1999).

La présente codification administrative ne constitue pas le texte officiel de la loi; elle n'est établie qu'à titre documentaire. Seules les lois contenues dans les *Lois révisées des Territoires du Nord-Ouest (1988)* et dans les volumes annuels des Lois des Territoires du Nord-Ouest(dans le cas des lois adoptées avante le 1^{er} avril 1999) et des Lois du Nunavut (dans le cas des lois adoptées depuis le 1^{er} avril 1999) ont force de loi.

EVIDENCE ACT (NUNAVUT)

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

"action" includes any civil proceeding, inquiry, arbitration and a prosecution for an offence committed under an Act or a by-law or regulation made under an Act, and any other prosecution or proceeding authorized or permitted to be tried, heard, had or taken by or before a Court under the law of the Territories; (*action*)

"bank" includes a branch, agency and office of a bank; (*banque*)

"British possession" means any dominion of Her Majesty exclusive of the United Kingdom and of Canada; (*possession britannique*)

"Court" includes an arbitrator, umpire, commissioner, judge, justice of the peace and any other officer or person having by law or by consent of parties authority to hear, receive and examine evidence; (*tribunal*)

"document" includes book, map, plan, drawing and photograph; (*document*)

"dominion" includes kingdom, empire, republic, commonwealth, state, province, the Territories, the Yukon Territory, territory, colony, possession and protectorate and, where parts of a dominion are under both a central and a local legislature, includes all parts under the central legislature and each part under a local legislature; (*dominion*)

"federal" as applied to state documents, means of or pertaining to Canada; (*fédéral*)

"foreign state" includes every dominion other than the United Kingdom, Canada and a British possession; (*État étranger*)

"Imperial" as applied to state documents, means of or pertaining to the United Kingdom and includes any kingdom that included England, whether known as the United Kingdom of Great Britain and Ireland or otherwise; (*impérial*)

"Imperial Parliament" means the Parliament of the United Kingdom and includes the Parliament of any kingdom that included England, whether known as the United Kingdom of Great Britain and Ireland or otherwise; (*Parlement impérial*)

LOI SUR LA PREUVE (NUNAVUT)

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«action» Sont assimilés à une action une instance civile, une enquête, un arbitrage et une poursuite pour une infraction à une loi, à un règlement administratif ou à un règlement pris en application d'une loi, ainsi que toute autre poursuite ou instance qu'un tribunal peut instruire ou entendre en conformité avec le droit des territoires. (*action*)

«banque» Sont assimilés à une banque une succursale, une agence ou un bureau bancaires. (*bank*)

«déclaration» Est assimilée à une déclaration toute assertion factuelle faite notamment à l'aide de mots. (*statement*)

«déclaration solennelle» ou «affirmation solennelle» Déclaration solennelle faite en la forme et de la manière que prévoit la *Loi sur la preuve au Canada*. (*statutory declaration* or *solemn declaration*)

«document» Sont assimilés à un document un livre, une carte, un plan, un dessin et une photographie. (*document*)

«document d'État» Sont assimilés au document d'État :

- a) toute loi ou ordonnance édictée ou prise, selon le cas, ou présentée comme l'ayant été par une législature;
- b) toute ordonnance, règlement, avis, nomination, mandat, permis, licence, certificat, lettres patentes, registre officiel, règle de procédure ou autre acte délivré, pris ou rendu, selon le cas, ou présenté comme l'ayant été en application d'une loi ou d'une ordonnance ainsi édictée ou rendue, selon le cas;
- c) toute gazette officielle, journal, proclamation, traité ou autre document public ou acte d'État fait ou publié, selon le cas, ou présenté comme l'ayant été. (*state document*)

«dominion» Sont assimilés à un dominion un royaume, un empire, une république, un commonwealth, un État, une province, les territoires, le territoire du Yukon, un territoire, une colonie, une possession et un protectorat, et lorsque les parties d'un dominion sont

"legislature" includes any legislative body or authority competent to make laws for a dominion; (*législature*)

"Queen's Printer" includes any government printer or other official printer; (*imprimeur de la Reine*)

"state document" includes

- (a) any Act or ordinance enacted or made or purporting to have been enacted or made by a legislature,
- (b) any order, regulation, notice, appointment, warrant, licence, certificate, letters patent, official record, rule of Court or other instrument issued or made or purporting to have been issued or made under the authority of any Act or ordinance so enacted or made, and
- (c) any official gazette, journal, proclamation, treaty or other public document or act of state issued or made or purporting to have been issued or made; (*document d'État*)

"statement" includes any representation of fact, whether made in words or otherwise; (*déclaration*)

"statutory declaration" or "solemn declaration" means a solemn declaration in the form and manner provided in the *Canada Evidence Act*. (*déclaration solennelle* ou *affirmation solennelle*)

soumises à l'autorité d'une législature centrale et d'une législature locale, lui sont assimilées toutes les parties soumises à l'autorité de la législature centrale et chaque partie soumise à l'autorité d'une législature locale. (*dominion*)

«État étranger» Est assimilé à un État étranger tout dominion autre que le Royaume-Uni, le Canada et une possession britannique. (*foreign state*)

«fédéral» Du Canada ou ayant trait au Canada, lorsqu'il s'agit de documents d'État. (*federal*)

«impérial» Du Royaume-Uni ou ayant trait au Royaume-Uni, lorsqu'il s'agit de documents d'État; s'entend en outre de tout royaume dont l'Angleterre faisait partie, qu'il soit connu sous le nom de Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou sous un autre nom. (*Imperial*)

«imprimeur de la Reine» Est assimilé à l'imprimeur de la Reine l'imprimeur du gouvernement ou tout autre imprimeur officiel. (*Queen's Printer*)

«législature» Est assimilé à une législature tout organisme ou autorité législative habilitée à édicter des lois pour un dominion. (*legislature*)

«Parlement impérial» Le Parlement du Royaume-Uni; est assimilé au Parlement impérial le Parlement de tout royaume dont l'Angleterre faisait partie, qu'il soit connu notamment sous le nom de Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. (*Imperial Parliament*)

«possession britannique» Tout dominion de Sa Majesté, sauf le Royaume-Uni et le Canada. (*British possession*)

«tribunal» Sont assimilés à un tribunal un arbitre, un surarbitre, un commissaire, un juge, un juge de paix et tout autre auxiliaire de justice ou personne ayant, en vertu de la loi ou du consentement des parties, compétence pour entendre, recevoir et examiner la preuve. (*Court*)

COMPETENCY OF WITNESSES AND PRIVILEGES

HABILITÉ DES TÉMOINS ET PRIVILÈGES

Crime or interest **2.** A person is not incompetent to give evidence by reason of crime or interest.

2. Nul n'est inhabile à témoigner pour cause de crime ou d'intérêt.

Crime ou intérêt

Definition of "action" **3.** (1) In this section, "action" means any civil proceedings or arbitration.

3. (1) Au présent article, «action» s'entend de toute procédure civile ou de tout arbitrage.

Définition de «action»

Evidence of parties (2) Except as is otherwise provided in this Act,

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi,

Témoignage des parties

the parties to an action and the persons on whose behalf an action is brought, commenced, opposed or defended, and their spouses are competent and compellable to give evidence on behalf of themselves or of any of the parties. R.S.N.W.T. 1988, c.57(Supp),s.1.

les parties à une action et les personnes pour le compte de qui cette action est engagée, intentée, contestée ou défendue, ainsi que leurs conjoints, sont habiles à témoigner et contraignables pour leur propre compte ou pour le compte d'une des parties. L.R.T.N.-O. 1988, ch. 57 (Suppl.), art. 1.

Husband and wife

4. Without limiting the generality of section 3 a husband or wife may, in an action, give evidence that he or she did or did not have sexual intercourse with the other party to the marriage at any time or within any period of time before or during marriage.

4. Sans préjudice de la portée générale de l'article 3, un époux ou une épouse peut, dans une action, témoigner sur le fait qu'il ou elle a ou n'a pas eu de rapports sexuels avec son conjoint à tout moment ou pendant toute période avant ou pendant le mariage.

Époux et épouse

Evidence as to adultery

5. No witness in an action, whether a party to the action or not, shall be liable to be asked or be bound to answer any question tending to show that he or she has been guilty of adultery unless he or she has already given evidence in the same action in disproof of the alleged adultery.

5. Nul témoin dans une action, qu'il y soit partie ou non, n'est tenu d'être interrogé ou de répondre à une question tendant à démontrer qu'il s'est rendu coupable d'adultère, à moins qu'il ait déjà témoigné dans la même action pour réfuter l'allégation d'adultère.

Adultère

Communication made during marriage

6. A husband is not compellable to disclose a communication made to him by his wife during the marriage, nor is a wife compellable to disclose a communication made to her by her husband during the marriage.

6. Nul ne peut être contraint de divulguer une communication que son conjoint lui a faite durant leur mariage.

Communications faites durant le mariage

Definition of "witness"

7. (1) In this section, "witness" includes a person who, in the course of an action, is examined orally on discovery or who is cross-examined on an affidavit made by the person, or who answers any interrogatories or makes an affidavit as to documents.

7. (1) Au présent article, «témoin» s'entend également d'une personne qui, au cours d'une action, est interrogée de vive voix au préalable, qui est contre-interrogée sur un affidavit qu'elle a fait, qui répond à un interrogatoire par écrit ou qui fait un affidavit des documents.

Définition de «témoin»

Incriminating questions

(2) A witness shall not be excused from answering a question or producing a document on the ground that the answer to the question or the production of the document may tend to incriminate the witness, or may tend to establish the liability of the witness to an action at the instance of the Crown or of any person.

(2) Nul témoin n'est exempté de répondre à une question ou de produire un document pour le motif que la réponse à la question ou la production du document pourrait tendre à l'incriminer ou à établir sa responsabilité dans une action à l'instance de la Couronne ou de qui que ce soit.

Questions incriminantes

Evidence not to be used

(3) A witness who gives evidence in any proceedings has the right not to have any incriminating evidence so given used to incriminate that witness in any other proceedings, except in a prosecution for perjury or for the giving of contradictory evidence.

(3) Sauf dans le cas d'une poursuite pour parjure ou pour avoir rendu un témoignage contradictoire, le témoignage incriminant rendu par un témoin ne peut être utilisé pour l'incriminer dans une autre instance.

Irrecevabilité de la preuve

ATTENDANCE OF WITNESS

Witness fees and expenses **8.** No person is obliged to attend or give evidence in an action unless he or she is tendered proper witness fees and necessary travelling expenses.

EXPERT EVIDENCE

Number of expert witnesses **9.** Where it is intended by any party to an action to examine as witnesses professional or other experts entitled according to the law or practice to give opinion evidence, not more than three of such witnesses may be called by either side to give opinion evidence on any issue in the action without the leave of the Court.

Admission of report or finding by expert **10.** A written report or finding of facts
(a) prepared by an expert who is not a party to the action or an employee of a party, except for the purpose of making the report or finding, or financially interested in the result of the controversy, and
(b) containing the conclusions resulting wholly or partly from written information provided by the co-operation of several persons acting for a common purpose,
is, insofar as it may be relevant, admissible when testified to by the person or one of the persons making the report or finding, without calling as witnesses the persons providing the information and without producing the books or other writings on which the report or finding is based, if, in the opinion of the Court, no substantial injustice will be done to the adverse party.

Cross-examination **11.** A person who has provided information on which a report or finding referred to in section 10 is based, may be cross-examined by the adverse party, but the fact that his or her testimony is not obtainable does not render the report or finding inadmissible unless the Court finds that substantial injustice would be done to the adverse party by its admission.

Requirement for notice of report or finding **12.** (1) Except as provided in subsection (2), a report or finding referred to in section 10 is not admissible unless the party offering it
(a) gives notice to the adverse party a reasonable time before trial of his or her intention to offer it together with a copy of the report or finding or so much of it as may relate to the controversy; and
(b) provides the adverse party with
(i) a reasonable opportunity to inspect and copy any records or other

COMPARUTION DE TÉMOINS

8. À moins de recevoir une indemnité de témoin suffisante et les frais de déplacement nécessaires, nul n'est tenu de comparaître ou de témoigner dans une action. Indemnité de témoin et frais de déplacement

TÉMOIGNAGE D'EXPERT

9. Lorsqu'une partie à une action se propose d'interroger comme témoins des experts professionnels ou autres autorisés par la loi ou la pratique à rendre des témoignages d'opinion, il ne peut être appelé plus de trois de ces témoins de chaque côté sur une question soulevée dans l'action, sans la permission du tribunal. Nombre de témoins experts

10. Un rapport écrit ou une conclusion de faits qui :
a) est préparé par un expert qui n'est ni une partie à l'action ni l'employé d'une partie, sauf dans le but de faire le rapport ou de tirer la conclusion, ou qui n'a pas d'intérêt financier dans l'issue du litige;
b) contient des conclusions résultant totalement ou partiellement de renseignements écrits obtenus grâce à la coopération de plusieurs personnes agissant dans un but commun,
est, dans la mesure de sa pertinence, admissible lorsqu'il est attesté par la personne ou les personnes qui ont fait le rapport ou tiré la conclusion, sans qu'il faille appeler à témoigner les personnes qui ont fourni les renseignements et sans qu'il faille produire les livres ou autres écrits sur lesquels le rapport ou la conclusion se fonde, si le tribunal estime qu'aucune injustice grave ne sera faite à la partie adverse. Admission du rapport ou de la conclusion de l'expert

11. La personne qui a fourni les renseignements sur lesquels se fonde le rapport ou la conclusion mentionnés à l'article 10 peut être contre-interrogée par la partie adverse. Cependant, le fait que son témoignage ne puisse être obtenu ne rend pas le rapport ou la conclusion inadmissible, à moins que le tribunal ne soit d'avis que son admission fera subir un grave préjudice à la partie adverse. Contre-interrogatoire

12. (1) Sauf comme il est prévu au paragraphe (2), le rapport ou la conclusion mentionné à l'article 10 n'est admissible que si la partie qui le présente :
a) donne à la partie adverse dans un délai raisonnable avant le procès avis de son intention de présenter le rapport ou la conclusion en lui communiquant une copie de l'un ou l'autre, ou l'extrait de l'un ou l'autre qui se rapporte au litige;
b) donne à la partie adverse :
(i) l'occasion raisonnable d'examiner et Avis du rapport ou de la conclusion obligatoire

documents in the possession or control of the offering party on which the report or finding was based, and

- (ii) the names of all persons providing facts on which the report or finding was based.

de faire une copie de toutes les pièces ou autres documents sur lesquels se fonde le rapport ou la conclusion et dont la partie qui le présente a la possession ou la surveillance,

- (ii) les noms de toutes les personnes qui ont fourni les faits sur lesquels se fonde le rapport ou la conclusion.

Where Court may admit report or finding

(2) The report or finding may be admitted if the Court finds that no substantial injustice would result from the failure to give the notice referred to in paragraph (1)(a).

(2) Le rapport ou la conclusion peut être admis, si le tribunal conclut qu'aucune injustice grave ne résultera du défaut de donner l'avis mentionné à l'alinéa (1)a.

Admissibilité par le tribunal

EVIDENCE RESPECTING COMMITTEES

PREUVE RELATIVE AUX COMITÉS

Definitions

13. In this section and in sections 14 and 15,

13. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 14 et 15.

Définitions

"Board of Management" means a Board of Management established under subsection 10(1) of the *Hospital Insurance and Health and Social Services Administration Act*; (*conseil d'administration*)

«association professionnelle» Association qui représente les membres d'une profession de la santé; y sont assimilées les associations suivantes :

"committee" means

- (a) a committee that is established or designated by the Minister responsible for the *Medical Profession Act* or a Board of Management and, for the purpose of improving medical or hospital care or medical practice in a hospital,
 - (i) carries out or is responsible for studying, investigating or evaluating the hospital practice or hospital care provided by health care professionals in the hospital, or
 - (ii) studies, investigates or carries on medical research or a program, and
- (b) a subcommittee of a committee referred to in paragraph (a); (*comité*)

- a) l'Association des médecins des Territoires du Nord-Ouest;
- b) l'Association dentaire des Territoires du Nord-Ouest;
- c) l'Association des psychologues des Territoires du Nord-Ouest;
- d) l'Association des infirmières et infirmiers autorisés des Territoires du Nord-Ouest;
- e) l'Association canadienne de physiothérapie;
- f) l'Association canadienne des ergothérapeutes;
- g) l'Association canadienne des techniciens en radiation médicale;
- h) l'Association canadienne des techniciens de laboratoire. (*professional association*)

"health care professional" means any person providing health care in the Territories and includes a person who

- (a) is entitled to practise medicine in the Territories under the *Medical Profession Act*,
- (b) is entitled to practise dentistry in the Territories under the *Dental Profession Act*,
- (c) is entitled to practise as a psychologist in the Territories under the *Psychologists Act*,
- (d) is practising nursing in the Territories and
 - (i) is registered in the Nursing Register under the *Nursing Profession Act* (Northwest Territories), or

«comité»

- a) Comité créé ou désigné par le ministre chargé de l'application de la *Loi sur les médecins* ou par un conseil d'administration et qui, dans le but d'améliorer les soins médicaux ou hospitaliers, ou l'exercice de la médecine dans un hôpital :
 - (i) ou bien assure la pratique hospitalière ou les soins hospitaliers fournis par les professionnels de la santé à l'hôpital, ou est chargé d'effectuer une étude, une enquête ou une évaluation à cet égard,
 - (ii) ou bien effectue ou réalise une étude ou une enquête ou une recherche ou

- (ii) is eligible for registration as a nurse in a province or the Yukon Territory,
- (e) is certified under the *Certified Nursing Assistants Act*,
- (f) is employed in the Territories as a physiotherapist and is an active member of the Canadian Physiotherapy Association,
- (g) is employed in the Territories as an occupational therapist and is an active member of the Canadian Association of Occupational Therapists,
- (h) is employed in the Territories as a medical radiation technologist and is a member of the Canadian Association of Medical Radiation Technologists,
- (i) is employed in the Territories as a laboratory technologist and is certified by and registered with the Canadian Society of Laboratory Technologists,
- (j) has successfully completed a Community Health Representative course offered by a public college established under the *Public Colleges Act*,
- (k) is entitled to practise as a pharmaceutical chemist under the *Pharmacy Act*; (*professionnel de la santé*)

"hospital" includes a nursing station, health centre, nursing home and co-ordinated home care program; (*hôpital*)

"legal proceedings" means an inquiry, arbitration, inquest or civil proceeding in which evidence is or may be given and includes a proceeding before a tribunal, board or commission, but does not include

- (a) a proceeding before a Board of Management,
- (b) a hearing or appeal respecting the conduct or competence of a health care professional before
 - (i) a Board of Inquiry established by or under the *Medical Profession Act*, the *Dental Profession Act* or the *Pharmacy Act*, or
 - (ii) a board or body connected with the professional association of the profession to which the health care professional belongs, or
- (c) a proceeding before a court that is an appeal, review or trial *de novo* of any of the matters referred to in paragraph (a) or (b); (*procédure judiciaire*)

- un programme médical;
- b) un sous-comité d'un comité visé à l'alinéa a). (*committee*)

«conseil d'administration» Conseil d'administration nommé en vertu du paragraphe 10(1) de la *Loi sur l'assurance-hospitalisation et l'administration des services de santé et des services sociaux*. (*Board of Management*)

«hôpital» Sont assimilés à un hôpital une infirmerie, un centre de santé, un foyer de soins et un programme de soins à domicile. (*hospital*)

«procédure judiciaire» Enquête, arbitrage, enquête du coroner ou instance civile dans laquelle une preuve est ou peut être fournie; y est assimilée une procédure devant un tribunal administratif, un conseil, ou une commission, sauf :

- a) une procédure devant un conseil d'administration;
- b) une audience ou un appel relatif à la conduite ou à la compétence d'un professionnel de la santé devant :
 - (i) soit une commission d'enquête nommée en vertu de la *Loi sur les médecins*, de la *Loi sur les professions dentaires* ou de la *Loi sur la pharmacie*,
 - (ii) soit un conseil ou un organisme ayant des liens avec l'association professionnelle de la profession à laquelle appartient le professionnel de la santé;
- c) une procédure judiciaire qui est l'appel, la révision ou le nouveau procès d'une des questions mentionnées à l'alinéa a) ou b). (*legal proceedings*)

«professionnel de la santé» Personne qui prodigue des soins médicaux dans les territoires; y est assimilée la personne qui :

- a) est habilitée à exercer la médecine dans les territoires en vertu de la *Loi sur les médecins*;
- b) est habilitée à exercer l'art dentaire dans les territoires en vertu de la *Loi sur les professions dentaires*;
- c) est habilitée à exercer la profession de psychologue dans les territoires en vertu de la *Loi sur les psychologues*;
- d) exerce la profession infirmière dans les territoires et qui est :
 - (i) soit inscrite sur le registre des infirmières et infirmiers en

"professional association" means an association that represents members of a health care profession and includes

- (a) the Northwest Territories Medical Association,
- (b) the Northwest Territories Dental Association,
- (c) the Association of Psychologists of the Northwest Territories,
- (d) the Northwest Territories Registered Nurses Association,
- (e) the Canadian Physiotherapy Association,
- (f) the Canadian Association of Occupational Therapists,
- (g) the Canadian Association of Medical Radiation Technologists, and
- (h) the Canadian Society of Laboratory Technologists; (*association professionnelle*)

"witness" includes any person who, in the course of legal proceedings,

- (a) is examined orally for discovery,
- (b) is cross-examined on an affidavit made by that person,
- (c) answers any interrogatories,
- (d) makes a statement as to documents, or
- (e) is called on to answer any question or produce any document, whether under oath or not. (*témoïn*) S.N.W.T. 1994, c.28, s.34; S.N.W.T. 1997, c.12, s.13; S.N.W.T. 1998, c.37, Sch.A, Part II, s.1, Sch.B, Part II, s.1, Sch.C, Part II, s.1; S.N.W.T. 1998, c.38, Sch.D, Part II, s.3.

application de la *Loi sur la profession infirmière* (Territoires du Nord-Ouest),

- (ii) soit admissible à l'inscription comme infirmière ou infirmier dans une province ou le territoire du Yukon;
- e) est agréée en vertu de la *Loi sur les infirmières et les infirmiers auxiliaires diplômés*;
- f) est employée dans les territoires comme physiothérapeute et est membre actif de l'Association canadienne de physiothérapie;
- g) est employée dans les territoires comme ergothérapeute et est membre actif de l'Association canadienne des ergothérapeutes;
- h) est employée dans les territoires comme technicien en radiation médicale et est membre de l'Association canadienne des techniciens en radiation médicale;
- i) est employée dans les territoires comme technicien de laboratoire, et est agréée par l'Association canadienne des techniciens de laboratoire et est inscrite auprès de celle-ci;
- j) a réussi le cours de représentant de santé communautaire offert par un collège public créé en vertu de la *Loi sur les collèges publics*;
- k) est habilitée à exercer la profession de pharmacien en vertu de la *Loi sur la pharmacie*. (*health care professional*)

«témoin» Est assimilée à un témoin toute personne qui, au cours d'une procédure judiciaire :

- a) est interrogée de vive voix au préalable;
- b) est contre-interrogée sur un affidavit qu'elle a souscrit;
- c) répond à un interrogatoire par écrit;
- d) fait une déclaration relative aux documents;
- e) est appelée à répondre à une question ou à produire un document, que ce soit sous serment ou non. (*witness*) L.T.N.-O. 1994, ch. 28, art. 34; L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19; L.T.N.-O. 1997, ch. 12, art. 13; L.T.N.-O. 1998, ch. 37, Ann. A, Partie II, art. 1, Ann. B, Partie II, art. 1 et Ann. C, Partie II, art. 1; L.T.N.-O. 1998, ch. 38, Ann. D, Partie II, art. 3.

Questions and documents related to committee

- 14.** (1) A witness in legal proceedings, whether a party to them or not,
- (a) shall not be asked nor be permitted to

- 14.** (1) Il est interdit de demander ou de permettre à un témoin au cours d'une procédure judiciaire, qu'il y soit partie ou non :

Questions et documents ayant un rapport avec

	<p>answer, in the course of legal proceedings, a question as to a proceeding before a committee; and</p> <p>(b) shall not be asked to produce nor be permitted to produce, in the course of legal proceedings, a document made by a committee that was prepared exclusively for the purpose of being used in the course of, or arising out of, any study, investigation, medical research or program, the dominant purpose of which is to improve medical or hospital care or medical practice in a hospital.</p>	<p>a) de répondre à une question portant sur une procédure dont est saisi un comité;</p> <p>b) de produire un document préparé par un comité à la seule fin d'être utilisé dans le cadre d'une étude, d'une enquête, d'une recherche ou d'un programme médical, ou qui en résulte, et dont le but principal est d'améliorer les soins médicaux ou hospitaliers, ou la pratique médicale dans un hôpital.</p>	un comité
Hospital and medical records	(2) Paragraph (1)(b) does not apply to records maintained by hospitals or medical records pertaining to a patient.	(2) L'alinéa (1)b ne s'applique pas aux dossiers gardés dans les hôpitaux ou aux dossiers médicaux se rapportant à un patient.	Dossiers médicaux et hospitaliers
Limitation on excusing witness	(3) Notwithstanding that a witness in legal proceedings is or has been a member of or has participated in the activities of, or has made a report, statement, memorandum or recommendation to, or has provided information to, a committee to which subsection (1) applies, he or she is not, subject to subsection (1), excused from answering any question or producing any document that he or she is otherwise bound to answer or produce.	(3) Même si un témoin dans une procédure judiciaire est ou a été membre d'un comité auquel s'applique le paragraphe (1), a participé à ses activités, lui a fait un rapport, une déclaration, une note ou une recommandation, ou lui a donné des renseignements, il n'est pas, sous réserve du paragraphe (1), dispensé de répondre à une question ou de produire un document qu'il serait autrement tenu de produire ou à laquelle il serait autrement tenu de répondre.	Restriction à la dispense
Liability	15. (1) No action or other proceeding for damages lies against a person who, in good faith, discloses information or submits a record to a committee for the purpose of the information or record being used in the course of research or a study, investigation, evaluation or program carried out by the committee.	15. (1) Il ne peut être intenté d'action ou autre procédure en dommages-intérêts à l'encontre d'une personne qui, de bonne foi, communique des renseignements ou présente un dossier à un comité afin que les renseignements ou le dossier soient utilisés dans le cadre d'une recherche, d'une étude, d'une enquête, d'une évaluation ou d'un programme exécuté par le comité.	Responsabilité
Disclosure	(2) No committee and no person on a committee shall disclose or publish a record of the committee or information submitted to or compiled for the committee, except <ul style="list-style-type: none"> (a) to the Minister, in the case of a committee established or designated by the Minister responsible for the <i>Medical Profession Act</i>; (b) to the Board of Management, in the case of a committee established or designated by a Board of Management; (c) to a professional association, in the discretion of the committee; or (d) for the purpose of advancing medical research or medical education. 	(2) Aucun comité et aucun membre d'un comité ne peut communiquer ou publier un dossier du comité ou des renseignements présentés au comité ou compilés pour lui, sauf : <ul style="list-style-type: none"> a) au ministre, dans le cas d'un comité créé ou désigné par le ministre chargé de l'application de la <i>Loi sur les médecins</i>; b) au conseil d'administration, dans le cas d'un comité créé ou désigné par un conseil d'administration; c) à une association professionnelle, à la discrétion du comité; d) afin de faire avancer la recherche ou l'éducation médicale. 	Communication
Confidentiality	(3) Where a committee discloses or publishes a record of the committee or information submitted to or compiled for the committee, the committee shall ensure	(3) Le comité qui communique ou publie un dossier du comité, ou des renseignements présentés au comité ou compilés pour lui, s'assure que le mode de	Confidentialité

that the manner of disclosure or publication does not permit the identification, in any manner, of the person whose condition or treatment has been studied, evaluated or investigated.

communication ou de publication ne permet pas l'identification, de quelque façon que ce soit, de la personne dont l'état ou le traitement a fait l'objet d'une étude, d'une évaluation ou d'une enquête.

Exemption

(4) No person who receives information from a committee or a record of a committee under subsection (2) shall publish or disclose the information or the record except for the purpose of advancing medical research or medical education and the disclosure or publication must be in accordance with subsection (3).

(4) Nul ne peut, ayant reçu d'un comité des renseignements ou un dossier comme le prévoit le paragraphe (2), les publier ou les communiquer, si ce n'est afin de faire progresser la recherche ou l'éducation médicale. La communication ou la publication doivent être conformes au paragraphe (3). L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.

Exemption

CORROBORATIVE EVIDENCE

PREUVE CORROBORANTE

Breach of promise of marriage

16. The plaintiff in an action for breach of promise of marriage shall not obtain a verdict or judgment unless his or her testimony is corroborated by some other material evidence in support of the promise.

16. Le demandeur dans une action pour rupture de promesse de mariage ne peut avoir gain de cause que si son témoignage est corroboré par une autre preuve substantielle à l'appui de la promesse.

Rupture de promesse de mariage

Deceased person

17. In an action by or against the heirs, next of kin, executors, administrators or assigns of a deceased person, an opposite or interested party shall not on his or her own evidence obtain a verdict, judgment or decision, in respect of any matter occurring before the death of the deceased person, unless the evidence is corroborated by some other material evidence.

17. Dans le cadre d'une action introduite par ou contre les héritiers, les proches parents, les exécuteurs testamentaires, les administrateurs successoraux ou les ayants droit d'une personne décédée, nul verdict, jugement ni décision ne peut être rendu en faveur de la partie adverse ou d'une partie intéressée sur la foi de son propre témoignage à l'égard d'une affaire survenue avant le décès de cette personne, à moins que ce témoignage ne soit corroboré par une autre preuve substantielle.

Personne décédée

Mentally disordered person

18. In an action by or against a person who
(a) has been found to be suffering from a mental disorder under any law in force in the Territories,
(b) is suffering from a mental disorder and has been admitted to a hospital, or
(c) suffers from unsoundness of mind and is incapable of giving evidence,
an opposite or interested party shall not obtain a verdict, judgment or decision on the evidence of a person referred to in paragraph (a), (b) or (c), unless the evidence is corroborated by some other material evidence.

18. Dans le cadre d'une action introduite par :
a) une personne qui a été déclarée souffrir de troubles mentaux au titre d'une loi en vigueur dans les territoires;
b) une personne souffrant de troubles mentaux et qui a été admise dans un hôpital;
c) un faible d'esprit qui est incapable de témoigner,
nul verdict, jugement ou décision ne peut être rendu en faveur de la partie adverse ou d'une partie intéressée sur la foi du témoignage de l'une des personnes mentionnées à moins que ce témoignage ne soit corroboré par une autre preuve substantielle.

Personne atteinte de troubles mentaux

Child of tender years

19. No action shall be decided on the evidence of a child of tender years given under the authority of section 25 unless the evidence is corroborated by some other material evidence.

19. Nulle action ne peut être tranchée sur la foi du témoignage d'un enfant en bas âge, rendu en vertu de l'article 25, à moins que ce témoignage ne soit corroboré par une autre preuve substantielle.

Enfant en bas âge

OATHS AND AFFIRMATIONS

SERMENTS ET AFFIRMATIONS SOLENNELLES

Power of Court

20. (1) Every Court has power to administer or cause to be administered an oath or affirmation to every

20. (1) Tout tribunal peut faire prêter serment à tout témoin qui est appelé à témoigner devant lui ou lui faire

Pouvoir du tribunal

	witness who is called to give evidence before the Court.	faire une affirmation solennelle.	
Power of other persons	(2) Where an oath, affirmation or declaration is directed to be made before a person, he or she has full power and authority to administer it and to certify to its having been made.	(2) Lorsqu'un serment doit être prêté, ou une affirmation ou une déclaration doit être faite devant une personne, cette personne a pleins pouvoirs pour le faire prêter ou la faire faire, selon le cas, et attester qu'il a été prêté ou qu'elle a été faite.	Pouvoirs d'autres personnes
Manner of administering oath	21. An oath may be administered to any person (a) while the person holds in his or her hand a copy of the Old or New Testament, without requiring the person to kiss it; or (b) in the manner and form and with the ceremonies that the person declares to be binding on his or her conscience.	21. Toute personne peut prêter serment : a) soit pendant qu'elle tient en main un exemplaire de l'Ancien ou du Nouveau Testament, sans être tenu de le baiser; b) soit de la manière et suivant le cérémonial qu'elle déclare être de nature à engager sa conscience.	Manière de prêter serment
Form of oath	22. (1) Where a person is about to give evidence, the oath may be in the following form: I (you) swear that evidence to be given by me (you) shall be the truth, the whole truth, and nothing but the truth. So help me (you) God.	22. (1) Le serment d'une personne qui s'apprête à témoigner est le suivant : Moi (vous), je jure (jurez) que le témoignage que je donnerai (vous donnerez) sera la vérité, toute la vérité et rien que la vérité. Que Dieu me (vous) soit en aide.	Formule du serment
Form of affidavit or deposition	(2) Where a person is about to swear an affidavit or deposition, the oath may be in the following form: I (you) swear that the contents of this affidavit (or deposition) are true. So help me (you) God.	(2) Le serment d'une personne qui s'apprête à souscrire un affidavit ou à faire une déposition est le suivant : Moi (vous), je jure (jurez) que le contenu du présent affidavit (ou de la présente déposition) est vrai. Que Dieu me (vous) soit en aide.	Formule de l'affidavit ou de la déposition
Form of affirmation	23. (1) Where a person called or desiring to give evidence chooses to affirm or is objected to as incompetent to take an oath, the person may make the following affirmation: I solemnly affirm that the evidence to be given by me shall be the truth, the whole truth, and nothing but the truth.	23. (1) Lorsqu'une personne qui est appelée à témoigner ou qui désire le faire choisit de faire une affirmation ou si quelqu'un s'oppose à ce qu'elle prête serment pour cause d'incapacité, la personne peut faire l'affirmation suivante : J'affirme solennellement que le témoignage que je vais rendre sera la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.	Formule de l'affirmation
Effect of affirmation	(2) Where a person makes an affirmation, his or her evidence shall be taken and have the same effect as if taken under oath.	(2) Lorsqu'une personne fait une affirmation, sa déposition est reçue et a le même effet que si elle avait prêté serment.	Effet de l'affirmation
Affirmations instead of affidavits	(3) Where a person required or wishing to make an affidavit or deposition (a) in an action, or (b) on an occasion where, or touching a matter respecting which, an oath is required or is lawful, whether on the taking of office or otherwise, chooses to affirm, the Court, or other officer or person qualified to take affidavits or depositions, shall permit the person, instead of being sworn, to make his or her affirmation in the words "I solemnly affirm" and the expression "So help me God" shall be deemed to be deleted from the oath.	(3) Lorsqu'une personne tenue ou désireuse de faire un affidavit ou une déposition : a) soit dans une action; b) soit en une circonstance dans laquelle ou relativement à une affaire au sujet de laquelle, un serment est exigé ou permis, soit en entrant en fonctions soit autrement, choisit de faire une affirmation solennelle, le tribunal, un autre auxiliaire de justice ou une personne habilité à recevoir des affidavits ou des dépositions, permet à cette personne de faire une affirmation solennelle dans les termes suivants : «J'affirme solennellement» au lieu du serment, et l'expression «Que Dieu me soit en aide»	Affirmations au lieu des affidavits

est réputée être rayée du serment.

Effect of affirmation	(4) An affirmation made under subsection (3) is of the same force and effect as if the person had taken an oath in the usual form.	(4) L'affirmation faite en vertu du paragraphe (3) a la même valeur et le même effet que si cette personne avait prêté serment selon la formule ordinaire.	Effet de l'affirmation
Belief in binding effect of oath	24. Where an oath has been administered and taken, the fact that the person to whom it was administered and by whom it was taken did not at the time of taking the oath believe in the binding effect of the oath does not, for any purpose, affect the validity of the oath.	24. Lorsqu'un serment a été prêté, le fait que la personne qui l'a prêté ou devant laquelle il a été prêté ne croyait pas, au moment du serment, en sa force obligatoire n'a aucun effet, à quelque fin que ce soit, sur la validité du serment.	Croyance en la force obligatoire du serment
Evidence of child of tender years	25. In any action where (a) a child of tender years is tendered as a witness, and (b) the child does not, in the opinion of the Court, understand the nature of an oath, the evidence of the child may be admitted, though not given on oath, if, in the opinion of the Court, the child (c) is possessed of sufficient intelligence to justify the reception of the evidence, and (d) understands the duty of speaking the truth.	25. Lorsque, dans toute action : a) un enfant en bas âge est présenté comme témoin; b) de l'avis du tribunal, l'enfant ne comprend pas la nature d'un serment, le témoignage de cet enfant peut être reçu sans serment, si, de l'avis du tribunal : c) l'enfant est doué d'une intelligence suffisante pour justifier l'admission de son témoignage; d) l'enfant comprend le devoir de dire la vérité.	Témoignage d'un enfant

EXAMINATION AND EVIDENCE OF WITNESSES

INTERROGATOIRE ET TÉMOIGNAGE DES TÉMOINS

Evidence of persons unable to speak	26. A witness who is unable to speak may give evidence in any other manner in which the witness can make it intelligible.	26. Un témoin incapable de parler peut témoigner de toute autre manière par laquelle il peut se faire comprendre.	Témoignage des muets
Proof of contradictory written statements	27. (1) A witness may be cross-examined as to previous statements made by the witness in writing, or reduced into writing, relative to the matter in question, without the writing being shown to the witness but if it is intended to contradict the witness by the writing, the attention of the witness shall, before the contradictory proof is given, be called to those parts of the writing that are to be used for the purpose of contradicting the witness.	27. (1) Un témoin peut être contre-interrogé au sujet des déclarations antérieures qu'il a faites par écrit, ou qui ont été prises par écrit, relativement au sujet de la cause, sans lui exhiber cet écrit. Cependant, si on entend mettre le témoin en contradiction avec lui-même au moyen de cet écrit, il faut, avant de pouvoir établir cette preuve contradictoire, appeler son attention sur les parties de l'écrit qui doivent servir à le mettre ainsi en contradiction.	Preuve de déclarations contradictoires par écrit
Inspection by Court	(2) The Court may require the production of the writing referred to in subsection (1) for the inspection of the Court, and upon that may make such use of it for the purposes of the trial or proceeding as the Court thinks fit.	(2) Le tribunal peut exiger la production de cet écrit dans le but de l'examiner et en faire l'usage qu'il croit convenable aux fins du procès ou de l'instance.	Examen par le tribunal
Proof of contradictory oral statements	28. (1) Where a witness, on cross-examination as to a former statement made by the witness relative to the matter in question, and inconsistent with the previous evidence of the witness, does not distinctly admit that he or she did make the statement, proof may be given that the witness did in fact make the statement.	28. (1) Si un témoin, contre-interrogé au sujet d'une déclaration antérieure faite par lui relativement au sujet de la cause et incompatible avec sa présente déposition, n'admet pas clairement qu'il a fait cette déclaration, il est permis de prouver qu'il l'a réellement faite.	Preuve de déclarations contradictoires verbales
Question to	(2) Before the proof referred to in subsection (1)	(2) Avant de pouvoir établir la preuve mentionnée	Question au

witness	is given, the circumstances of the supposed statement sufficient to designate the particular occasion shall be mentioned to the witness, and the witness shall be asked whether or not the witness did make the statement.	au paragraphe (1), les circonstances dans lesquelles a été faite la prétendue déclaration doivent être exposées au témoin de manière à désigner suffisamment l'occasion en particulier, et il faut lui demander s'il a fait ou non cette déclaration.	témoin
Proof of previous conviction of witness	29. (1) A witness may be asked whether he or she has been convicted of any offence, and on being asked, if the witness either denies the fact or refuses to answer, the conviction may be proved.	29. (1) Un témoin peut être interrogé sur la question de savoir s'il a déjà été déclaré coupable d'une infraction, et lorsqu'il est ainsi interrogé, s'il nie le fait ou refuse de répondre, la déclaration de culpabilité peut être prouvée.	Preuve d'une déclaration de culpabilité antérieure d'un témoin
Certificate of conviction	(2) A certificate containing the substance and effect only, omitting the formal part, of the charge and of the conviction, purporting to be signed by the officer having the custody of the records of the Court in which the offender was convicted, or by the deputy of the officer, is, on proof of the identity of the witness as the offender, sufficient evidence of the conviction, without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the certificate.	(2) Un certificat contenant le fond et l'effet seulement, et omettant la partie formelle, de l'acte d'accusation et de la déclaration de culpabilité, donnés comme étant signés par le fonctionnaire préposé à la garde des archives du tribunal devant lequel le contrevenant a été déclaré coupable, ou par l'adjoint de ce fonctionnaire, constitue, sur preuve de l'identité du témoin en tant que contrevenant, une preuve suffisante de la déclaration de culpabilité sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature ni la qualité officielle de la personne qui paraît l'avoir signé.	Certificat de déclaration de culpabilité
Discrediting one's own witness	30. (1) A party producing a witness shall not be allowed to impeach the credit of the witness by general evidence of bad character, but the party may contradict the witness by other evidence, or if the witness in the opinion of the Court proves adverse, the party may by leave of the Court cross-examine the witness and may prove that the witness made at some other time a statement inconsistent with the present testimony of the witness.	30. (1) La partie qui produit un témoin n'a pas la faculté d'attaquer sa crédibilité par une preuve générale de mauvaise moralité. Cependant, la partie peut le réfuter par d'autres témoignages, ou si le témoin est, de l'avis du tribunal, opposé à la partie en cause, celle-ci peut, avec la permission du tribunal, contre-interroger le témoin et prouver que le témoin a, à une autre occasion, fait une déclaration incompatible avec sa présente déposition.	Réfutation de son propre témoin

Question to witness	(2) Before the proof referred to in subsection (1) is given, the circumstances of the statement sufficient to designate the particular occasion shall be mentioned to the witness and the witness shall be asked whether or not the witness did make the statement.	(2) Avant de pouvoir établir cette dernière preuve, les circonstances dans lesquelles a été faite la présumée déclaration sont exposées au témoin de manière à désigner suffisamment l'occasion en particulier, et il faut lui demander s'il a fait ou non cette déclaration.	Question au témoin
RECORDING OF EVIDENCE		ENREGISTREMENT DE LA PREUVE	
Definitions	<p>31. In this section and sections 32 to 37,</p> <p>"court" means any court, judge, justice of the peace, arbitrator, umpire, commissioner or other person authorized by law or by order of a court or otherwise, to hear a witness or take evidence or to make an order, decree, finding, decision or report or to exercise any judicial or quasi-judicial function; (<i>tribunal</i>)</p> <p>"evidence" includes judgments, decisions, opinions, speeches, reports and all other matters done or said by or before a court; (<i>preuve</i>)</p> <p>"judge" includes any person lawfully presiding in a court; (<i>judge</i>)</p> <p>"proceeding" means any civil case, prosecution under an Act or other matter to which the legislative authority of the Legislature extends, that is before a court; (<i>instance</i>)</p> <p>"record" means a record made in accordance with section 32; (<i>enregistrement</i>)</p> <p>"reporter" means an official court reporter duly appointed in accordance with law or a stenographer or typist; (<i>sténographe</i>)</p> <p>"sound recording apparatus" means any device, machine or system of a type approved by the Commissioner for the making of a record of voice or other sound. (<i>appareil d'enregistrement sonore</i>) S.N.W.T. 1998,c.34,Sch.C,s.10(2).</p>	<p>31. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 32 à 37.</p> <p>«appareil d'enregistrement sonore» Tout appareil, machine ou système approuvé par le commissaire pour l'enregistrement d'une voix ou d'un autre son. (<i>sound recording apparatus</i>)</p> <p>«enregistrement» Enregistrement réalisé en conformité avec l'article 32. (<i>record</i>)</p> <p>«instance» Cause ou poursuite civile engagée en vertu d'une loi, ou toute autre affaire dont est saisi un tribunal et à laquelle s'étend la compétence législative de la législature. (<i>proceeding</i>)</p> <p>«judge» Quiconque préside légitimement un tribunal. (<i>judge</i>)</p> <p>«preuve» Sont assimilés à la preuve des jugements, décisions, opinions, discours, rapports et toutes autres choses faites ou dites par ou devant un tribunal. (<i>evidence</i>)</p> <p>«sténographe» Sténographe judiciaire officiel dûment nommé en conformité avec la loi, un sténodactylo ou un dactylographe. (<i>reporter</i>)</p> <p>«tribunal» Tout tribunal, juge, juge de paix, arbitre, surarbitre, commissaire ou toute autre personne autorisée par la loi, par une ordonnance d'un tribunal ou autrement à entendre un témoin, à recevoir des témoignages ou à rendre une ordonnance, à prononcer un jugement, à tirer une conclusion, à prendre une décision, à faire un rapport ou à exercer une fonction judiciaire ou quasi judiciaire. (<i>court</i>) L.T.N.-O. 1998, ch. 34, Ann. C, art. 10(2).</p>	Définitions
Sound recording apparatus	32. Notwithstanding anything in this Act or any other Act, the evidence in any proceeding, or any part of the evidence, may be recorded by sound recording apparatus if the judge so directs.	32. Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi ou à toute autre loi, tout ou partie du témoignage rendu dans une instance peut, à la demande du juge, être enregistré à l'aide d'un appareil d'enregistrement sonore.	Appareil d'enregistrement sonore
Certification of record	33. (1) The judge or the court official in charge of the sound recording apparatus during the proceeding shall certify a record as being the record made of the	33. (1) Le juge ou le fonctionnaire de la cour préposé à l'appareil d'enregistrement sonore pendant l'instance certifie l'enregistrement comme étant l'enregistrement	Attestation

evidence, or of part of the evidence, in the proceeding.

de tout ou partie du témoignage rendu au cours de l'instance.

Proof of record

(2) A certificate made under subsection (1) is, without proof of the signature of the judge or person in charge of the sound recording apparatus or of his or her official character, admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the record is the record of the evidence, or of part of the evidence, in the proceeding.

(2) Sauf preuve contraire, un certificat établi en vertu du paragraphe (1) est, à défaut de la preuve de la signature du juge ou de la personne responsable de l'enregistrement sonore ou de sa qualité officielle, admissible en preuve que l'enregistrement est l'enregistrement de tout ou partie du témoignage rendu dans l'instance.

Preuve de l'enregistrement

Typewritten copies

34. A typewritten copy of the whole or a part of the contents of a record

- (a) reduced to writing by a reporter, and
- (b) certified by the reporter to be a true and faithful transcript of the contents of the record,

is admissible in evidence before a court to the same extent and with the same effect as a transcript of shorthand notes duly prepared by a reporter in accordance with law.

34. Un exemplaire dactylographié de la totalité ou d'une partie du contenu d'un enregistrement :

- a) qu'un sténographe transcrit;
- b) que le sténographe certifie comme étant une transcription conforme et fidèle de l'enregistrement,

est admissible en preuve devant un tribunal de la même façon et avec le même effet qu'une transcription de notes sténographiques dûment préparées par un sténographe en conformité avec la loi.

Exemplaires dactylographiés

Playing of records in court

35. The sounds recorded on a record may be reproduced in a court by any appropriate machine or device and the reproduction shall be admitted by the court to the same extent and with the same effect as a typewritten copy prepared under section 34.

35. Les sons enregistrés peuvent être reproduits devant le tribunal à l'aide d'une machine ou d'un appareil approprié, et la reproduction est admise par le tribunal de la même façon et avec le même effet qu'un exemplaire dactylographié préparé en application de l'article 34.

Reproduction des enregistrements au tribunal

Filing of records

36. All records must be filed in the office of the Clerk of the Supreme Court and shall not be removed except with authority of the Clerk for use in court or as required by an Act or rule of the Supreme Court or on the order of a judge of the Supreme Court.

36. Tous les enregistrements doivent être déposés au bureau du greffier de la Cour suprême et ne peuvent en être sortis qu'avec l'autorisation du greffier pour leur utilisation devant le tribunal ou en conformité avec une loi ou avec une règle de la Cour suprême, ou sur ordonnance d'un juge de la Cour suprême.

Dépôt des enregistrements

Order for destruction of records

37. (1) Any time after two years from the making of a record a judge of the Supreme Court may order the record destroyed or the recording on it erased, cancelled or otherwise destroyed.

37. (1) À tout moment après l'expiration d'un délai de deux ans à compter du jour où l'enregistrement a été fait, un juge de la Cour suprême peut ordonner que l'enregistrement soit détruit ou effacé, annulé ou détruit d'une autre manière.

Ordonnance de destruction des enregistrements

General order

(2) An order made under subsection (1) may be a general order to apply to all or any records made before a date set out in the order.

(2) L'ordonnance visée au paragraphe (1) peut être de nature générale s'appliquant à la totalité ou à une partie des enregistrements faits, avant une date fixée dans l'ordonnance.

Ordonnance générale

JUDICIAL NOTICE AND PROOF OF STATE DOCUMENTS

ADMISSION D'OFFICE ET PREUVE DES DOCUMENTS D'ÉTAT

Judicial notice of Acts and ordinances

38. Judicial notice shall be taken of

- (a) Acts of the Imperial Parliament;
- (b) Acts of Canada;
- (c) ordinances made by the Governor in Council;
- (d) ordinances of the legislature of, or other

38. Sont admises d'office :

- a) les lois du Parlement impérial;
- b) les lois fédérales;
- c) les ordonnances prises par le gouverneur en conseil;
- d) les ordonnances de la législature des

Admission d'office des lois et ordonnances

legislative body or authority competent to make laws for, the Territories, a province or the Yukon Territory; and

- (e) Acts and ordinances of the legislature of, or other legislative body or authority competent to make laws for, any British possession.

territoires, d'une province, du territoire du Yukon ou de tout autre organe ou autorité législative compétente pour y légiférer;

- e) les lois et les ordonnances de la législature de toute possession britannique ou de tout autre organe ou autorité législative compétente pour y légiférer.

Proof of Imperial state document

39. (1) The existence and the whole or a part of the contents of an Imperial state document may be proved

- (a) in the same manner as it may from time to time be provable in any Court in England;
- (b) by the production of a copy of the *Canada Gazette* or a volume of the Acts of Canada purporting to contain a copy of it or an extract from it or a notice of it;
- (c) by the production of a copy of it or an extract from it purporting to be printed by or for or by authority of the Territorial Printer or of the Queen's Printer for Canada, a province or the Yukon Territory;
- (d) by the production of a copy of it or an extract from it purporting to be certified as a true copy or extract by the minister or head or by the deputy minister or deputy head of a department of the Imperial Government; or
- (e) by the production of a copy of it or an extract from it purporting to be certified as a true copy or extract by the custodian of the original document or the public records from which the copy or extract purports to be made.

39. (1) L'existence et le contenu, intégral ou partiel, d'un document d'État impérial peuvent être prouvés par l'un des moyens suivants :

- a) de la même manière qu'ils peuvent l'être devant les tribunaux en Angleterre;
- b) par la production d'un exemplaire de la *Gazette du Canada* ou d'un volume des lois fédérales, donné comme en contenant une copie ou un extrait, ou un avis;
- c) par la production d'un exemplaire ou d'un extrait de ce document, donné comme étant imprimé par ou pour l'imprimeur des territoires, l'imprimeur de la Reine du Canada ou celui d'une province ou du territoire du Yukon, ou sous son autorité;
- d) par la production d'un exemplaire ou d'un extrait de ce document présenté comme certifié conforme par le ministre, le chef, le sous-ministre ou l'administrateur général d'un ministère du gouvernement impérial;
- e) par la production d'un exemplaire ou d'un extrait de ce document présenté comme certifié conforme par celui qui a la garde de l'original ou des archives publiques à partir desquels l'exemplaire ou l'extrait est censé avoir été établi.

Preuve d'un document d'État impérial

Proof of territorial, federal or provincial state document

(2) The existence and the whole or a part of the contents of a state document of the Territories, a federal state document or a state document of a province or the Yukon Territory may be proved

- (a) by the production of a copy of the *Northwest Territories Gazette*, the *Canada Gazette* or the official gazette of a province or the Yukon Territory or of a volume of the Acts of the Territories, Canada, a province or the Yukon Territory purporting to contain a copy of the state document or an extract from it or a notice of it;
- (b) by the production of a copy of it or an extract from it purporting to be printed by or for or by authority of the Territorial Printer or of the Queen's Printer for Canada, a province or the Yukon Territory; or

(2) L'existence et le contenu, intégral ou partiel, d'un document d'État des territoires, du Canada, d'une province ou du territoire du Yukon peuvent être prouvés par l'un des moyens suivants :

- a) par la production d'un exemplaire de la *Gazette des Territoires du Nord-Ouest*, de la *Gazette du Canada* ou de la gazette officielle d'une province ou du territoire du Yukon, ou d'un volume des lois des territoires, du Canada, d'une province ou du territoire du Yukon présenté comme contenant un exemplaire ou un extrait de ce document, soit un avis le concernant;
- b) par la production d'un exemplaire ou d'un extrait de ce document, donné comme étant imprimé par ou pour l'imprimeur des Territoires du Nord-Ouest, l'imprimeur de la Reine pour le Canada, une province ou le territoire du Yukon, ou sous son

Preuve d'un document d'État fédéral, provincial ou territorial

(c) by the production of a copy of it or an extract from it, whether printed or not, purporting to be certified as a true copy or extract by the minister or head, or the deputy minister or deputy head, of a department of the Government of the Northwest Territories, the Government of Canada or the government of a province or the Yukon Territory, or by the custodian of the original document or the public records from which the copy or extract purports to be made, or purporting to be an exemplification of the state document under the Seal, the Great Seal of Canada or of a province or the seal of the Yukon Territory.

autorité;
c) par la production d'un exemplaire ou d'un extrait de ce document, qu'il soit imprimé ou non, donné comme étant un exemplaire ou un extrait certifié conforme par le ministre ou le chef, le sous-ministre ou l'administrateur général d'un ministère du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, du gouvernement fédéral, du gouvernement d'une province ou du territoire du Yukon, ou par celui qui a la garde de l'original ou des archives publiques à partir desquels l'exemplaire ou l'extrait est censé avoir été établi, ou donné comme une ampliation du document d'État portant le sceau, ou le grand sceau du Canada ou d'une province, ou le sceau du territoire du Yukon.

Proof of state document of British possession or foreign state

(3) The existence and the whole or a part of the contents of a state document of a British possession or foreign state may be proved

- (a) by the production of a copy of it or an extract from it, purporting to be printed by or for or by the authority of the legislature, government, or Queen's Printer of the British possession or of the foreign state; or
- (b) by the production of a copy of it or an extract from it, whether printed or not, purporting to be certified as a true copy or extract by the minister or head, or the deputy minister or deputy head, of a department of government of the British possession or of the foreign state, or by the custodian of the original document or the public records from which the copy or extract purports to be made, or purporting to be an exemplification of the state document under the Great Seal or other state seal of the British possession or the foreign state.

(3) L'existence et le contenu, intégral ou partiel, d'un document d'État d'une possession britannique ou d'un État étranger peuvent être prouvés par l'un des moyens suivants :

- a) la production d'un exemplaire ou d'un extrait de ce document, donné comme étant imprimé par ou pour la législature ou le gouvernement, par l'imprimeur de la Reine de la possession britannique ou l'imprimeur de l'État étranger, ou sous son autorité;
- b) la production d'un exemplaire ou d'un extrait de ce document, qu'il soit imprimé ou non, présenté comme certifié conforme par le ministre, le chef, le sous-ministre ou l'administrateur général d'un ministère du gouvernement de la possession britannique ou de l'État étranger, ou par celui qui a la garde de l'original ou des archives publiques à partir desquels l'exemplaire ou l'extrait est censé avoir été établi, ou donné comme un exemplaire ou une ampliation du document d'État portant le grand sceau ou autre sceau d'État de la possession britannique ou de l'État étranger.

Preuve d'un document d'État d'une possession britannique ou d'un État étranger

Proof of signature of office

(4) It is not necessary to prove the signature or official position of the person by whom any copy or extract that is tendered in evidence under this section purports to be certified, or to prove that the original document or the public records from which the copy or extract purports to be made were deposited or kept in the custody of the person certifying.

(4) Il n'est pas nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne qui certifie conforme un exemplaire ou un extrait du document présenté en preuve en vertu du présent article ou de prouver que le document original ou les archives publiques à partir desquels l'exemplaire ou l'extrait est censé avoir été établi ont été déposés ou confiés à la personne qui en certifie la conformité.

Preuve de la compétence

Official printer	(5) Where a copy or extract that is tendered in evidence under this section purports to be printed by or for or under the authority of a legislature, government or Queen's Printer, it is not necessary to prove the authority, status or official position of the legislature, government or Queen's Printer.	(5) Quand un exemplaire ou un extrait offert en preuve en vertu du présent article est présenté comme imprimé par une législature, par l'imprimeur du gouvernement ou de la Reine ou sous son autorité, il n'est pas nécessaire de prouver la compétence, la qualité ou le titre officiel de la législature, du gouvernement ou de l'imprimeur de la Reine.	Imprimeur officiel
------------------	---	---	--------------------

EVIDENCE OF OTHER PUBLIC AND CORPORATION DOCUMENTS

PREUVE DES AUTRES DOCUMENTS PUBLICS ET DES DOCUMENTS ÉTABLIS PAR LES PERSONNES MORALES

Copies of public books and documents	<p>40. Where</p> <p>(a) a book or other document is of so public a nature as to be admissible in evidence on its mere production from the proper custody, and</p> <p>(b) no other Act exists that renders its contents provable by means of a copy, a copy of it or extract from it is admissible in evidence, if it is proved that it is a copy or extract or if it purports to be certified to be a true copy or extract by the officer to whose custody the original has been entrusted, without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed it and without further proof of it.</p>	<p>40. Quand :</p> <p>a) un livre ou un autre document est d'une nature assez publique pour être admissible en preuve sur simple production par le fonctionnaire qui en a la garde;</p> <p>b) aucune loi ne prévoit que son contenu peut être prouvé au moyen de copie, une copie ou un extrait de ce livre ou document est admissible en preuve, s'il est prouvé que c'est une copie ou un extrait donné comme étant certifié conforme par le fonctionnaire à la garde de qui l'original a été confié sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature et la qualité officielle de la personne qui paraît l'avoir signé, et sans autre preuve de ces actes.</p>	Copies des livres et documents publics
--------------------------------------	---	---	--

Proof of corporation documents	<p>41. Where an original document, by-law, rule, regulation, or proceeding, or any entry in any register or other book, of a corporation created by charter or by or under an Act or ordinance of the Territories, Canada, a province or the Yukon Territory is of so public a nature as to be admissible in evidence, a copy of the document, by-law, rule, regulation or proceeding or of the entry purporting to be certified under the seal of the corporation and the signature of the presiding officer, clerk or secretary of the corporation, is admissible in evidence without proof of the seal of the corporation, or of the signature or of the official character of the person appearing to have signed it, and without further proof of it.</p>	<p>41. Lorsqu'un document original, un règlement administratif, une règle, un règlement, une procédure ou une écriture dans un registre ou autre livre d'une personne morale, créée par une charte ou par une loi ou une ordonnance des territoires, du Canada, d'une province ou du territoire du Yukon est d'une nature assez publique pour être admissible en preuve, une copie du document, du règlement administratif, de la règle, du règlement, de la procédure ou de l'écriture, donnée comme attestée sous le sceau de la personne morale et revêtue de la signature du fonctionnaire président, du greffier ou du secrétaire de la personne morale, est admissible en preuve, sans qu'il soit nécessaire de prouver le sceau de la personne morale, non plus que la signature et la qualité officielle de la personne qui paraît l'avoir signée, et sans autre preuve de ces actes.</p>	Preuve des documents établis par les personnes morales
--------------------------------	---	--	--

Proof of order of Governor General	<p>42. An order in writing signed by the Secretary of State or the Registrar General of Canada, and purporting to be written by command of the Governor General is admissible in evidence as the order of the Governor General, without proof that the person signing it is the Secretary of State or the Registrar General of Canada or of the signature of that person, and without further proof of it.</p>	<p>42. Tout décret signé par le secrétaire d'État ou par le registraire général du Canada, et donné comme ayant été écrit par ordre du gouverneur général, est admis en preuve comme étant le décret du gouverneur général, sans qu'il soit nécessaire de prouver que la personne qui l'a signé est le secrétaire d'État ou le registraire général du Canada, de prouver la signature de l'une de ces personnes ou d'en fournir toute autre preuve.</p>	Preuve d'un décret du gouverneur général
------------------------------------	---	--	--

Proof of	<p>43. An order in writing signed by a provincial</p>	<p>43. Tout décret signé par un secrétaire provincial ou</p>	Preuve d'un
----------	--	---	-------------

order of Lieutenant-Governor	secretary or other corresponding officer of the Territories, a province or the Yukon Territory and purporting to be written by command of the Lieutenant-Governor or other person in whom the executive powers are vested is admissible in evidence as the order of the Lieutenant-Governor or such other person without any proof of the official position of the person signing it or of the signature of that person, and without further proof of it.	autre fonctionnaire exerçant les mêmes fonctions dans les territoires, dans une province ou au territoire du Yukon et donné comme ayant été écrit par ordre du lieutenant-gouverneur ou de toute autre personne à qui sont conférés des pouvoirs exécutifs est admis en preuve comme étant le décret du lieutenant-gouverneur ou de cette autre personne, sans qu'il soit nécessaire de prouver la qualité officielle et la signature de la personne qui l'a signé, et sans autre preuve.	décret du lieutenant-gouverneur
Copies in official gazette	44. All copies of official and other notices, advertisements and documents printed in the <i>Northwest Territories Gazette</i> , <i>Canada Gazette</i> or the official gazette of a province or the Yukon Territory are, in the absence of evidence to the contrary, proof of the originals, and of the contents of the originals.	44. Toutes copies d'avis, d'annonces et de documents officiels et autres, imprimées dans la <i>Gazette des Territoires du Nord-Ouest</i> , dans la <i>Gazette du Canada</i> ou dans la gazette officielle d'une province ou du territoire du Yukon, font foi des originaux et de leur contenu jusqu'à preuve contraire.	Copies dans la gazette officielle
Entries in departmental books	45. A copy of an entry, or a statement of the absence of an entry, in any document belonging to or deposited or kept <ul style="list-style-type: none"> (a) in any office or department of the Government of the Northwest Territories, the Government of Canada or the government of a province or the Yukon Territory, or (b) in the office of any commission, board or other branch of the public service of the Territories, Canada, a province or the Yukon Territory, is admissible as evidence of the entry, and of the matters, transactions and accounts recorded in the entry, or of the absence of the entry respectively, if it is proved by the oath or affidavit of an officer of the office or department or of the commission, board or other branch of the public service that <ul style="list-style-type: none"> (c) the document was at the time of the making of the entry, or during the time covered by the statement, one of the ordinary documents kept in that office or department, commission, board or other branch of the public service, (d) the entry was made, or in the case of its absence would have been made, in the usual and ordinary course of business of that office or department, commission, board or branch, and (e) the copy is a true copy of the entry or that the statement of absence is a true statement. 	45. La copie d'une écriture, ou une déclaration de l'absence d'une écriture, passée dans un document tenu : <ul style="list-style-type: none"> a) soit par un organisme ou ministère du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, du gouvernement fédéral ou du gouvernement d'une province ou du territoire du Yukon; b) soit par une commission, un conseil, ou autre secteur de l'administration publique des territoires, du Canada, d'une province ou du territoire du Yukon, qui leur appartient ou auprès de qui il est déposé, est admise comme preuve de cette écriture, et des affaires, opérations et comptes qui s'y trouvent consignés, ou de l'absence de l'écriture, s'il est prouvé par le serment ou l'affidavit d'un fonctionnaire de cet organisme, ministère, commission, conseil ou autre secteur de l'administration publique que : <ul style="list-style-type: none"> c) le document était à l'époque où l'écriture a été passée, ou pendant la période visée par la déclaration, un des documents ordinaires tenus par cet organisme, ministère, commission, conseil ou autre secteur de l'administration publique; d) l'écriture a été passée ou en cas d'absence, l'aurait été dans le cours usuel et ordinaire des affaires de cet organisme, ministère, commission, conseil ou autre secteur; e) la copie est une copie conforme de l'écriture ou la déclaration relative à l'absence est une déclaration exacte. 	Écriture dans les livres des ministères
Privilege in case of official documents	46. (1) Where a document is in the official possession, custody or power of <ul style="list-style-type: none"> (a) a member of the Executive Council of the Territories, a province or the Yukon Territory, 	46. (1) Dans le cas où : <ul style="list-style-type: none"> a) soit un membre du Conseil exécutif des territoires, d'une province ou du territoire du Yukon; b) soit le commissaire; 	Documents privilégiés

	(b) the Commissioner, or (c) the head of a department of the public service of the Territories, Canada, a province or the Yukon Territory,	c) soit le chef d'un ministère des territoires, du Canada, d'une province ou du territoire du Yukon,	
	if the deputy head or other officer of the department or an officer in the public service has the record, document, plan, book or paper in his or her personal possession, and is called as a witness, he or she is entitled, acting in the matter by the direction and on behalf of the member of the Executive Council, the Commissioner or head of the department, to object to produce the record, document, plan, book or paper on the ground that it is privileged.	a officiellement en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle un document et si le sous-chef ou tout autre fonctionnaire du ministère ou de la fonction publique a personnellement en sa possession le dossier, le document, le plan, le livre ou le papier et s'il est appelé à témoigner, il a le droit, agissant en cela au nom et sous la direction du membre du Conseil exécutif, du commissaire ou du chef du ministère, de refuser de produire le dossier, le document, le plan, le livre ou le papier pour le motif qu'il est privilégié.	
Objection by witness	(2) The objection referred to in subsection (1) may be taken by the witness in the same manner, and shall have the same effect, as if the member of the Executive Council, the Commissioner or head of the department were personally present and made the objection.	(2) Lorsqu'il est opposé par le témoin, le refus mentionné au paragraphe (1) se fait de la même manière et a le même effet que si le membre du Conseil exécutif, le commissaire ou le chef du ministère avait été personnellement présent et avait lui-même opposé le refus.	Opposition par le témoin
Definition of "business"	47. (1) In this section, "business" includes every kind of business, profession, occupation or calling, whether carried on for profit or not.	47. (1) Au présent article, «affaires» s'entend de toute affaire, profession, occupation ou tout métier, qu'ils soient exercés ou exploités en vue d'un profit ou non.	Définition de «affaires»
Proof of record	(2) A record in a business of an act, condition or event, is, insofar as it is relevant, admissible in evidence if (a) the custodian of the record or other qualified person testifies to its identity and the mode of its preparation, and to its having been made in the usual and ordinary course of business, at or near the time of the act, condition or event; and (b) in the opinion of the Court, the sources of information, mode and time of preparation of the record were such as to justify its admission.	(2) L'enregistrement d'un acte, d'un état ou d'un événement dans le cadre des affaires est admissible en preuve, dans la mesure où il est pertinent, dans les cas suivants : a) celui qui a la garde de l'enregistrement ou une autre personne compétente témoigne de sa nature, de son mode de préparation et du fait qu'il a été établi dans le cours usuel et ordinaire des affaires, au moment de l'acte, de l'état ou de l'événement, ou dans un court délai après ceux-ci; b) de l'avis du tribunal, les sources d'information, le mode et le moment de la préparation justifiaient son admission.	Preuve de l'enregistrement
Definitions	48. (1) In this section, "person" includes (a) the Government of the Northwest Territories, the Government of Canada and the government of a province or the Yukon Territory, and any department, commission, board or branch of any such government, (b) a corporation, and (c) the heirs, executors, administrators or other legal representatives of a person; (<i>personne</i>) "photographic film" includes any photographic plate,	48. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. «pellicule photographique» Sont assimilés à une pellicule photographique une plaque photographique, une pellicule microphotographique et un cliché au photostat; «photographie» a un sens correspondant. (<i>photographic film</i> or <i>photograph</i>) «personne» Sont assimilés à une personne : a) le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province ou du territoire du Yukon, et tout ministère, commission, conseil ou secteur d'un de	Définitions

microphotographic film and photostatic negative, and "photograph" has a corresponding meaning. (*pellicule photographique* ou *photographie*)

ces gouvernements;

- b) les personnes morales;
- c) les héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs et représentants successoraux d'une personne. (*person*)

Admissibility of photograph print

(2) Where a bill of exchange, promissory note, cheque, receipt, instrument, agreement, document, plan or a record or book, or entry in it kept or held by a person

- (a) is photographed in the course of an established practice of the person of photographing objects of the same or a similar class in order to keep a permanent record of them, and
 - (b) is destroyed by or in the presence of the person or of one or more of his or her employees or delivered to another person in the ordinary course of business or lost,
- a print from the photographic film is admissible in evidence in all cases and for all purposes for which the object photographed would have been admissible.

(2) Lorsqu'une lettre de change, un billet à ordre, un chèque, un récépissé, un instrument, une convention, un document, un plan ou un dossier, un livre ou une inscription, ou une écriture consignée dans ces derniers, conservés ou détenus par une personne :

- a) d'une part, sont photographiés dans le cadre d'une pratique établie chez cette personne de photographier les objets de la même catégorie ou d'une catégorie analogue afin d'en garder une preuve permanente;
 - b) d'autre part, sont détruits par cette personne ou un ou plusieurs de ses employés ou en leur présence, ou sont remis à une autre personne dans le cours ordinaire des affaires, ou sont perdus,
- une épreuve tirée de la pellicule photographique est admissible en preuve pour toutes les fins et dans tous les cas où l'objet photographié aurait été admis.

Admissibilité d'une pellicule photographique

Power of Court to refuse to admit print

(3) Where a bill of exchange, promissory note, cheque, receipt, instrument, agreement or other executed or signed document was destroyed as described in paragraph (2)(b) before the expiration of six years from

- (a) the date when in the ordinary course of business either the object or the matter to which it related ceased to be treated as current by the person having custody or control of the object, or
- (b) the date of receipt by the person having custody or control of the object of notice in writing of any claim in respect of the object or matter before the destruction of the object,

whichever is the later date, the Court may refuse to admit in evidence under this section a print from a photographic film of the object.

(3) Lorsqu'une lettre de change, un billet à ordre, un chèque, un récépissé, un instrument, une convention ou un autre document passé ou signé ont été détruits en conformité avec l'alinéa (2)b) moins de six ans après la plus tardive des deux dates suivantes :

- a) celle à laquelle l'objet, ou la question s'y rapportant, ont cessé, dans le cours ordinaire des affaires, d'être considérés comme courants par la personne qui avait la garde ou la surveillance de l'objet;
- b) celle à laquelle la personne qui avait la garde ou la surveillance de l'objet a reçu un avis écrit d'une réclamation concernant l'objet ou la question, avant la destruction de l'objet,

le tribunal peut refuser d'admettre en preuve au titre du présent article une épreuve tirée d'une pellicule photographique représentant cet objet.

Refus du tribunal

Exemption

(4) Subsection (3) does not apply where the photographic print is tendered by a government or the Bank of Canada.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas dans le cas où l'épreuve photographique est fournie par un gouvernement ou par la Banque du Canada.

Exemption

Proof of compliance with conditions

(5) Proof of compliance with the conditions imposed by this section may be given by any person having knowledge of the facts either orally or by affidavit sworn before a notary public and unless the Court otherwise orders, a notarial copy of any such

(5) Toute personne ayant eu connaissance des faits peut fournir la preuve, soit oralement, soit par affidavit souscrit devant un notaire public que les conditions prescrites au présent article ont été remplies et, sauf ordonnance contraire du tribunal, une copie

Preuve du respect des conditions

affidavit is admissible in evidence in place of the original affidavit.

notariée de l'affidavit est admissible en preuve au lieu de l'affidavit original.

EVIDENCE OF JUDICIAL PROCEEDINGS

PREUVE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES

Definition of "justice"

49. (1) In this section, "justice" means a judge, a justice of the peace, and includes two or more justices if two or more justices act or have jurisdiction.

49. (1) Au présent article, «juge» s'entend d'un juge ou d'un juge de paix, et notamment de plusieurs juges si plusieurs juges agissent ou sont compétents.

Définition de «juge»

Proof of proceedings in Court of record

(2) Evidence of any proceeding or record in, of or before

- (a) a Court of record in the United Kingdom,
- (b) the Supreme Court of Canada or the Federal Court of Canada,
- (c) a Court of record or a justice or coroner in the Territories, a province or the Yukon Territory or in a British possession, or
- (d) a Court of record of a foreign state, may be made in any action
- (e) by an exemplification or certified copy of it, purporting to be under the seal of the Court or under the signature and seal of the justice or coroner without any proof of the authenticity of the seal or of the signature of the justice or coroner, or other proof, or
- (f) if the Court, justice or coroner has no seal, and so certifies, by a copy purporting to be certified under the signature of a judge or presiding justice of the Court, or of the justice or coroner, without any proof of the authenticity of the signature or other proof. S.N.W.T. 1998,c.34,Sch.C,s.10(3).

(2) La preuve d'une procédure ou d'une pièce :

- a) d'un tribunal d'archives du Royaume-Uni;
- b) de la Cour suprême ou de la Cour fédérale du Canada;
- c) d'un tribunal d'archives, d'un juge de paix ou d'un coroner dans les territoires, dans une province, dans le territoire du Yukon ou dans une possession britannique;
- d) d'un tribunal d'archives d'un État étranger, peut se faire, dans toute action :
- e) au moyen d'une ampliation ou copie certifiée de la procédure ou de la pièce, donnée comme portant le sceau du tribunal ou la signature et le sceau du juge ou du coroner sans aucune preuve de l'authenticité de ce sceau ou de la signature du juge ou du coroner, ni autre preuve;
- f) si le tribunal, le juge ou le coroner n'a pas de sceau et certifie qu'il n'en a pas, la preuve peut se faire au moyen d'une copie donnée comme certifiée sous la signature d'un juge ou du magistrat président ce tribunal, ou de ce juge ou de ce coroner, sans aucune preuve de l'authenticité de cette signature, ni autre preuve. L.T.N.-O. 1998, ch. 34, Ann. C, art. 10(3).

Preuve des procédures dans un tribunal d'archives

NOTARIAL DOCUMENTS OF QUEBEC

DOCUMENTS NOTARIÉS DU QUÉBEC

Copies of notarial acts in Quebec

50. (1) A copy of a notarial act or instrument in writing made in the Province of Quebec, before a notary and filed, enrolled or enregistered by the notary, certified by a notary or prothonotary to be a true copy of the original thereby certified to be in his or her possession as such notary or prothonotary, is admissible in evidence in the place and stead of the original, and has the same force and effect as the original would have if produced and proved.

50. (1) La copie d'un acte notarié ou d'un instrument écrit fait, déposé ou enregistré dans la province de Québec, et comme étant certifié, par un notaire ou un protonotaire, copie conforme de l'original en sa possession à titre de notaire ou protonotaire, est admissible en preuve au lieu et place de l'original et a la même valeur et le même effet que si l'original avait été produit et prouvé.

Copies d'actes notariés du Québec

Rebutting proof by certified copy

(2) The proof by the certified copy may be rebutted, or set aside by proof that there is no original, or that the copy is not a true copy of the original in some material particular, or that the original is not an instrument of such a nature as may, by the law of the

(2) Il peut être établi en contre-preuve qu'il n'existe pas d'original, ou que cette copie n'est pas une copie conforme de l'original sous un rapport essentiel, ou que l'original n'est pas un document susceptible, en vertu du droit de la province de Québec, d'être reçu par

Réfutation

Province of Quebec, be taken before a notary, or be filed, enrolled or enregistered by a notary.

un notaire, ou d'être déposé ou enregistré par un notaire.

Notice

(3) No copy of a notarial act or instrument, as provided in this section, shall be admitted in evidence on any trial unless the party intending to produce it has, before the trial, given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention and the reasonableness of the notice shall be determined by the Court, but the notice shall not in any case be less than 10 days.

(3) Aucune copie d'un acte ou d'instrument notarié visée par le présent article, n'est admissible en preuve, dans un procès, à moins que la partie qui a l'intention de la produire n'ait été donné, avant le procès, à la partie contre laquelle elle veut la produire, avis raisonnable de son intention. Le tribunal décide ce qui constitue un avis raisonnable, mais l'avis ne peut dans aucun cas être de moins de 10 jours.

Avis

BANK BOOKS

LIVRES BANCAIRES

Copy of bank book or record

51. (1) Subject to this section, a copy of an entry in any book or record kept in a bank shall in all actions to which the bank is not a party be, in the absence of evidence to the contrary, proof of the entry and of the matters, transactions and accounts recorded in the entry.

51. (1) Sous réserve du présent article, la copie d'une inscription dans un livre ou registre tenu dans une banque fait foi, dans toute action auxquelles la banque n'est pas partie, jusqu'à preuve contraire, de cette inscription, ainsi que des affaires, opérations et comptes y inscrits.

Copie de livres ou de registres bancaires

Proof

(2) A copy of an entry in a book or record referred to in subsection (1) shall not be admitted in evidence under this section unless it is first proved that

- (a) the book or record was, at the time of the making of the entry, one of the ordinary books or records of the bank,
- (b) the entry was made in the usual and ordinary course of business,
- (c) the book or record is in the custody or control of the bank or its successor, and
- (d) the copy is a true copy,

and this proof may be given orally or by affidavit by the manager or accountant or a former manager or accountant of the bank or its successor.

(2) Une copie d'une inscription dans un livre ou registre mentionnée au paragraphe (1) n'est pas admise en preuve en vertu du présent article, à moins qu'il n'ait préalablement été établi que :

- a) le livre ou registre était, lors de l'inscription, l'un des livres ou registres ordinaires de la banque;
- b) l'inscription a été effectuée dans le cours ordinaire des affaires;
- c) le livre ou registre est sous la garde ou la surveillance de la banque ou de son successeur;
- d) la copie est une copie conforme.

Cette preuve peut être fournie de vive voix ou par affidavit par le directeur, le comptable, un ancien directeur ou un ancien comptable de la banque ou de son successeur.

Preuve

Bank and officers where bank not party

(3) A bank or officer of a bank shall not, in any action to which the bank is not a party, be compellable to produce any book or record the content of which can be proved under this section, or to appear as a witness to prove the matters, transactions and accounts recorded in any book or record, unless by order of the Court made for special cause.

(3) Dans toute action à laquelle la banque n'est pas partie, la banque ou un dirigeant de la banque ne peut être contraint à produire un livre ou registre dont le contenu peut être prouvé en conformité avec le présent article, ni à comparaître comme témoin afin de prouver les affaires, opérations et comptes y inscrits, sauf par ordonnance du tribunal rendue pour un motif spécial.

Cas où la banque n'est pas partie

Order for inspection

(4) On the application of a party to an action, the Court may order that the party be at liberty to inspect and take copies of any entries in the books or records of a bank for the purposes of the action.

(4) À la demande d'une partie à une action, le tribunal peut ordonner que cette partie soit libre d'examiner les inscriptions dans les livres ou registres d'une banque pour les fins de cette action, et d'en prendre copie.

Ordonnance d'examen

Notice of inspection

(5) The person whose account is to be inspected under subsection (4) shall be notified of the application

(5) La personne dont le compte doit être examiné en application du paragraphe (4) doit recevoir avis de

Avis d'examen

at least two days before the hearing of the application and, if it is shown to the satisfaction of the Court that the person cannot be notified personally, the notice may be given by addressing it to the bank.

la demande deux jours au moins avant l'audition de la demande et, s'il est démontré au tribunal que l'avis ne peut être donné à la personne elle-même, cet avis peut être donné à l'adresse de la banque.

Amount of costs

(6) The costs of an application to a Court under or for the purpose of this section, and the costs of anything done or to be done under an order of a Court made under or for the purposes of this section, are in the discretion of the Court.

(6) L'adjudication des dépens de la demande présentée au tribunal en vertu ou aux fins du présent article et les dépens de tout ce qui a été fait ou doit être fait en vertu d'une ordonnance d'un tribunal rendue en vertu ou aux fins du présent article sont laissés à l'appréciation du tribunal.

Dépens

Order against bank for costs

(7) The Court may order the costs referred to in subsection (6) or any part of those costs to be paid to any party by the bank where the costs have been occasioned by an act or omission of the bank and the order may be enforced as if the bank were a party to the action.

(7) Le tribunal peut ordonner à la banque de payer à une partie les dépens mentionnés au paragraphe (6), en tout ou en partie, lorsqu'ils ont été occasionnés par un acte ou une omission de la banque, et l'ordonnance peut être exécutée comme si la banque était partie à l'action.

Ordonnance à l'encontre de la banque

WILLS

TESTAMENTS

Application

52. (1) This section applies to letters probate of a will or letters of administration with a will annexed where the will is proved elsewhere than in the Territories, if the original will has been deposited and the letters probate or letters of administration with a will annexed were granted in a Court having jurisdiction over the proof of wills and administration of the estates of intestates or the custody of wills.

52. (1) Le présent article s'applique aux lettres d'homologation d'un testament ou aux lettres d'administration testamentaire lorsque le testament est prouvé ailleurs que dans les territoires, si le testament original a été déposé et les lettres d'homologation ou les lettres d'administration testamentaire ont été délivrées par un tribunal ayant compétence quant à la preuve des testaments et à l'administration des successions d'intestats ou à la garde des testaments.

Champ d'application

Method of proving wills

(2) Letters probate of a will, or letters of administration with a will annexed, or a copy of it certified under the seal of

- (a) the Supreme Court, if the letters probate or letters of administration were granted in the Territories, or
- (b) the Court of the province or the Yukon Territory in which the letters probate or letters of administration were granted,

are admissible as evidence of the original will and of the death of the testator without any proof of the authenticity of the seal of the Supreme Court or Court or of the signature of the officer of the Supreme Court or Court purporting to certify the letters probate or letters of administration but a Court may, on due cause shown on affidavit, order the original will to be produced in evidence or direct other proof of the original will that under the circumstances appears necessary or reasonable for testing the authenticity of the alleged original will and its unaltered condition and the correctness of the prepared copy.

(2) Les lettres d'homologation d'un testament, les lettres d'administration testamentaire ou leur copie, certifiée sous le sceau :

- a) de la Cour suprême, si les lettres d'homologation ou les lettres d'administration ont été délivrées dans les territoires;
- b) du tribunal de la province dans laquelle les lettres d'homologation ou les lettres d'administration ont été délivrées;
- c) du territoire du Yukon, si les lettres d'homologation ou les lettres d'administration ont été délivrées au territoire du Yukon,

sont admises comme preuve du testament original et du décès du testateur, sans aucune preuve de l'authenticité du sceau de la Cour suprême ou du tribunal, ou de la signature du fonctionnaire compétent de la Cour suprême ou du tribunal qui paraît certifier les lettres d'homologation ou les lettres d'administration; toutefois, un tribunal peut, pour des motifs légitimes établis par affidavit, ordonner la production en preuve du testament original ou ordonner que soit produite toute autre preuve du testament original qui, dans les

Mode de preuve des testaments

circonstances, semble nécessaire ou raisonnable pour vérifier l'authenticité du présumé testament original, de son état non modifié et de l'exactitude de la copie préparée.

Notice of intention to produce letters probate or of administration

(3) Letters probate of a will, or letters of administration with a will annexed, or a copy of it certified as provided in subsection (2) shall not be admitted in evidence on any trial, without the leave of the Court, unless the party intending to produce the letters probate or letters of administration has, at least 10 days before the trial, given notice of that intention to the party against whom it is intended to be produced.

(3) Les lettres d'homologation d'un testament, les lettres d'administration testamentaire ou leur copie, certifiée en conformité avec le paragraphe (2), ne peuvent être admises comme preuve à un procès sans l'autorisation du tribunal, à moins que la partie qui a l'intention de produire les lettres d'homologation ou les lettres d'administration n'ait, 10 jours au moins avant le procès, donné avis de son intention de les produire, à la partie contre laquelle elle entend les produire.

Avis d'intention de produire les lettres d'homologation ou les lettres d'administration

REGISTERED INSTRUMENTS

ACTES ENREGISTRÉS

Copies of registered instruments as evidence

53. (1) In an action where it would be necessary to produce and prove an original document that has been deposited, filed, kept or registered in a Court registry or in any public office or Court in the Territories, in order to establish the document and the contents of the document, the party intending to prove the original document may give notice to the opposite party at least 10 days before the trial or other proceeding in which the proof is intended to be adduced, that he or she intends at the trial or other proceeding to give in evidence as proof of the original document, a copy of the original document certified by the registrar of the office where it is deposited, filed, kept or registered, under the signature and seal of office of the registrar.

53. (1) Dans une action dans laquelle il serait nécessaire de produire et de prouver un document original qui a été déposé, conservé ou enregistré au greffe d'un tribunal ou dans un bureau public ou tribunal dans les territoires, en vue d'établir le document et son contenu, la partie qui a l'intention de prouver le document original peut donner avis à la partie adverse, 10 jours au moins avant le procès ou toute autre instance dans laquelle elle entend présenter la preuve, indiquant qu'elle a l'intention, au cours du procès ou de toute autre instance, de produire comme preuve du document original une copie du document original certifiée par le registrateur du bureau dans lequel il est déposé, conservé ou enregistré, portant la signature et le sceau officiel du registrateur.

Copies d'actes enregistrés

Sufficiency of copy as evidence of original

(2) A copy certified pursuant to subsection (1) is sufficient evidence of the original document and of its validity and contents, without proof of the signature or seal of office of the registrar, and without proof that the document was so deposited, filed, kept or registered, unless the party receiving the notice, within four days after its receipt, gives notice that he or she disputes the validity or contents of the original document.

(2) Une copie certifiée en conformité avec le paragraphe (1) est une preuve suffisante du document original, de sa validité et de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou le sceau officiel du registrateur et sans qu'il soit nécessaire de prouver que le document a été ainsi déposé, conservé ou enregistré, à moins que la partie qui reçoit l'avis ne donne, dans les quatre jours suivant la réception de l'avis, un avis de contestation de la validité et du contenu du document original.

L'original constitue une preuve suffisante

Costs

(3) The cost resulting from the production or proof of the original document is in the discretion of the Court. R.S.N.W.T. 1988,c.8(Supp.),s.207.

(3) L'adjudication des dépens afférents à la production ou à la preuve du document original est laissée à la discrétion du tribunal. L.R.T.N.-O. 1988, ch. 8 (Suppl.), art. 207.

Dépens

Filing original document

54. (1) Where a public officer produces on a subpoena an original document, it shall not be deposited in Court unless otherwise ordered, but if a copy of the original document or of a part of it is needed for subsequent reference or use, the copy, certified under the signature of the officer producing the document or otherwise proved, shall be filed as an exhibit in the place of the

54. (1) Sauf ordonnance contraire, le document original produit par un fonctionnaire sous la contrainte d'une assignation n'est pas déposé au tribunal. Cependant, s'il est nécessaire de consulter ou d'utiliser ultérieurement une copie du document original ou une partie de celle-ci, la copie certifiée et portant la signature du fonctionnaire qui a produit le document ou

Dépôt du document original

original and the officer is entitled to receive in addition to his or her ordinary fees, the fee for any certified copy, to be paid to the officer before it is delivered or filed.

dont la conformité a été établie par un autre moyen est déposée comme pièce au lieu de l'original. Le fonctionnaire est fondé, en plus de ses honoraires habituels, à recevoir le droit exigible pour une copie certifiée conforme, qui lui sera versé avant qu'il ne remette ou ne dépose la copie.

Where original document retained by Court

(2) Where an order is made that the original document be retained, the order shall be delivered to the public officer and the exhibit shall be retained in Court and filed.

(2) L'ordonnance qui prescrit la conservation de l'original est remise au fonctionnaire. Dans ce cas, la pièce est conservée par le tribunal et déposée.

Détention de l'original

MERCANTILE DOCUMENTS AND TELEGRAMS

DOCUMENTS COMMERCIAUX ET TÉLÉGRAMMES

Proof of certain instruments

55. (1) A party wishing to give in evidence a telegram, letter, shipping bill, bill of lading, delivery order, receipt, account or other written instrument used in business or other transactions, may give notice to the opposite party, at least 10 days before the trial or other proceeding in which the proof is intended to be adduced, that he or she intends to give in evidence as proof of the contents of the original, a writing purporting to be a copy of the original and in the notice shall name a convenient time and place for the inspection of the copy.

55. (1) La partie qui désire produire en preuve un télégramme, une lettre, une déclaration d'expédition, un connaissement, un bon de livraison, un récépissé, un compte ou autre document écrit utilisé dans le commerce ou dans d'autres transactions peut donner avis à la partie adverse, 10 jours au moins avant le procès ou autre instance dans laquelle elle désire présenter cette preuve, de son intention de produire en preuve, comme faisant foi de son contenu, un écrit censé en être une copie. Elle doit aussi indiquer dans l'avis une date, une heure et un lieu convenables pour l'examen de cette copie.

Preuve de certains documents

Inspection

(2) The copy referred to in subsection (1) may, after the giving of the notice referred to in subsection (1), be inspected by the opposite party, and shall without further proof be accepted and taken in place of the original as proof of the contents of the original unless the party receiving the notice, within four days after the time mentioned for the inspection, gives notice that he or she intends

- (a) to dispute the correctness or genuineness of the copy at the trial or proceeding; and
- (b) to require proof of the original.

(2) Après que l'avis a été donné, la copie peut être examinée par la partie adverse et, sans autre preuve, est acceptée et reçue à la place de l'original comme preuve du contenu de l'original, à moins que la partie qui a reçu l'avis, dans les quatre jours qui suivent la date et l'heure indiquées pour l'examen, donne avis de son intention :

- a) de contester l'exactitude ou l'authenticité de la copie lors du procès ou de l'instance;
- b) d'exiger la preuve de l'original.

Examen

Costs

(3) The costs resulting from the production or proof of the original instrument are in the discretion of the Court.

(3) L'adjudication des dépens afférents à la production ou à la preuve du document original est laissée à la discrétion du tribunal.

Dépens

MISCELLANEOUS PROVISIONS AS TO DOCUMENTS AND EVIDENCE

DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AUX DOCUMENTS ET À LA PREUVE

Production of newspaper as evidence of notice

56. The production of a printed copy of a newspaper in an action is, in the absence of evidence to the contrary, proof that any notice or advertisement contained in the newspaper was inserted, advertised and published in that newspaper by the person by whom, or in whose behalf, or in whose name, the notice or advertisement purports or appears to be inserted, advertised or published.

56. La production, dans une action, d'une copie imprimée d'un journal fait foi, sauf preuve contraire, de l'insertion, de l'annonce et de la publication dans ce journal, par la personne qui paraît avoir inséré, annoncé ou publié l'avis ou l'annonce, ou pour le compte de qui ou au nom de qui l'avis ou l'annonce a été faite, de l'avis ou de l'annonce contenu dans le journal.

Production d'un journal comme preuve de l'avis

Where no attestation required	57. It is not necessary to prove, by the attesting witness, an instrument to the validity of which attestation is not required.	57. Il n'est pas nécessaire de prouver, par le témoin instrumentaire, un acte pour la validité de laquelle l'attestation n'est pas requise.	Attestation n' est pas obligatoire
Comparison of disputed writing with genuine	58. A witness shall be permitted to make a comparison of a disputed writing with a writing proved to the satisfaction of the Court to be genuine and the writing and the evidence of witnesses respecting the writing may be submitted to the Court or jury as evidence of the genuineness or otherwise of the writing in dispute.	58. Il est permis de faire comparer par un témoin une écriture contestée avec toute écriture dont l'authenticité a été établie à la satisfaction du tribunal. Ces écritures, ainsi que les dépositions des témoins à cet égard, peuvent être soumises au tribunal et au jury comme preuve de l'authenticité ou non-authenticité de l'écriture contestée.	Comparaison d'un écrit contesté avec un écrit authentique
Where instruments offered in evidence may be impounded	59. Where a document is admitted in evidence, the Court admitting the document may direct that it be impounded and kept in custody for the period and subject to the conditions that may seem proper or until the further order of the Court.	59. Lorsqu'un document est admis en preuve, le tribunal qui l'admet peut ordonner qu'il soit confisqué et déposé en lieu sûr pendant la période et aux conditions que le tribunal qui l'a admis juge convenables, ou jusqu'à ce qu'il rende une autre ordonnance.	Confiscation d'actes admis en preuve
Construction of this Act	60. The provisions of this Act shall be deemed to be in addition to and not in derogation of any powers of proving documents given by any other law.	60. Les dispositions de la présente loi sont réputées ajouter et non pas déroger aux pouvoirs, que donne toute autre loi, de prouver des documents.	Interprétation de la présente loi

**HEARSAY EVIDENCE CONTAINED
IN DOCUMENTS**

**PREUVE PAR OUI-DIRE CONTENUE
DANS LES DOCUMENTS**

Documentary evidence	61. (1) Subject to subsections (2) and (3), in an action where direct oral evidence of a fact would be admissible, a statement made by a person in a document and tending to establish that fact is, on production of the original document, admissible as evidence of that fact if the following conditions are satisfied, namely, (a) if the maker of the statement (i) had personal knowledge of the matters dealt with by the statement, or (ii) where the document in question is or forms part of a record purporting to be a continuous record, made the statement, insofar as the matters dealt with by the statement are not within his or her personal knowledge, in the performance of a duty to record information supplied to him or her by a person who had, or might reasonably be supposed to have, personal knowledge of those matters; and (b) if the maker of the statement is called as a witness in the action.	61. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), lorsqu'une preuve orale directe concernant un fait serait admissible dans une action, une déclaration faite par une personne dans un document et qui tend à établir ce fait est, sur production du document original, admissible en preuve de ce fait, si les conditions suivantes sont respectées : a) l'auteur de la déclaration : (i) soit avait une connaissance directe des affaires visées par la déclaration, (ii) soit a fait la déclaration, dans la mesure où il n'a pas connaissance directe des affaires visées par la déclaration, dans l'exécution de ses fonctions d'enregistrer des renseignements qui lui sont fournis par une personne qui avait ou était raisonnablement présumée avoir une telle connaissance, dans le cas où le document en question est un enregistrement ou fait partie intégrante d'un enregistrement donné comme étant un enregistrement continu; b) l'auteur de la déclaration est appelé à témoigner dans l'action.	Preuve documentaire
Non-compliance with subsection (1)	(2) The condition that the maker of the statement shall be called as a witness need not be satisfied if (a) the maker of the statement is dead or unfit	(2) Il n'est pas nécessaire d'appeler l'auteur de la déclaration à témoigner dans l'un des cas suivants : a) il est décédé ou est incapable de	Exception

	<p>by reason of his or her bodily or mental condition to attend as a witness;</p> <p>(b) it is not reasonably practicable to secure the attendance of the maker of the statement; or</p> <p>(c) all reasonable efforts to find the maker of the statement have been made without success.</p>	<p>comparaître en raison de son état physique ou mental;</p> <p>b) il n'est pas raisonnablement possible d'assurer sa comparution;</p> <p>c) tous les efforts raisonnables pour le trouver ont été vains.</p>	
Power to admit documentary evidence	<p>(3) The Court may at any stage of an action, if having regard to all the circumstances of the case it is satisfied that undue delay or expense would otherwise be caused, order that the statement mentioned in subsection (1) is admissible as evidence or may, without that order having been made, admit the statement in evidence</p> <p>(a) notwithstanding that the maker of the statement is available but is not called as a witness; and</p> <p>(b) notwithstanding that the original document is not produced, if in place of it, there is produced a copy of the original document or of the material part of it certified to be a true copy in the manner that may be specified in the order or as the Court may approve.</p>	<p>(3) Le tribunal peut, en tout état de cause et si, eu égard à toutes les circonstances de la cause, il est convaincu que procéder autrement entraînerait du retard ou des frais injustifiés, ordonner que la déclaration visée au paragraphe (1) soit admissible en preuve ou, sans avoir rendu cette ordonnance, admettre la déclaration en preuve :</p> <p>a) même si l'auteur de la déclaration est disponible, mais n'est pas appelé à témoigner;</p> <p>b) si, au lieu de ce document, une copie certifiée conforme de l'original ou d'une partie essentielle de celui-ci est produite selon ce que le tribunal ordonne ou approuve, le cas échéant, même si le document original n'est pas produit.</p>	Pouvoir d'admettre une preuve documentaire
Statement by interested person	<p>(4) Nothing in this section renders admissible as evidence a statement made by a person interested at a time when proceedings were pending or anticipated involving a dispute as to any fact that the statement might tend to establish.</p>	<p>(4) Le présent article ne rend pas admissible en preuve une déclaration faite par une personne intéressée lorsqu'une instance était en cours ou anticipée et portait sur une contestation de faits que la déclaration tendrait à établir.</p>	Déclaration par une personne intéressée
Authentication of statement by maker	<p>(5) For the purposes of this section, a statement in a document shall not be deemed to have been made by a person unless the document or the material part of it was written, made or produced by the person with his or her own hand, or was signed or initialled by the person or otherwise recognized by the person in writing as one for the accuracy of which the person is responsible.</p>	<p>(5) Pour l'application du présent article, une déclaration contenue dans un document ne peut être réputée avoir été faite par une personne, à moins que le document ou sa partie essentielle n'ait été écrit, fait ou produit par la personne elle-même, de sa propre main, ou qu'il n'ait été signé ou paraphé par elle ou identifié d'une autre manière par elle par écrit comme un document dont elle assume l'exactitude.</p>	Authentification de la déclaration
Discretion of Court respecting admissibility of statement	<p>(6) For the purpose of deciding whether or not a statement is admissible as evidence by virtue of this section, the Court may draw any reasonable inference from the form or content of the document in which the statement is contained, or from any other circumstances, and may, in deciding whether or not a person is fit to attend as a witness, act on a certificate purporting to be the certificate of a qualified medical practitioner, and where the action is with a jury, the Court may, in its discretion, reject the statement notwithstanding that the requirements of this section are satisfied with respect to it, if for any reason it appears to the Court to be inexpedient in the interests of</p>	<p>(6) Afin de décider si une déclaration est admissible en preuve sous le régime du présent article, le tribunal peut tirer toute conclusion raisonnable de la forme ou du contenu du document qui contient la déclaration, ou de toute autre circonstance. Il peut décider si une personne est habile à témoigner en se fondant sur un certificat donné comme le certificat d'un médecin dûment qualifié. Lorsqu'il s'agit d'une action avec jury, le tribunal peut, à sa discrétion, rejeter la déclaration, même si elle remplit les exigences du présent article, si, pour quelque motif, il semble qu'il ne serait pas dans l'intérêt de la justice que la déclaration soit admise.</p>	Discrétion du tribunal quant à l'admissibilité d'une déclaration

justice that the statement should be admitted.

Construction	<p>(7) Nothing in this section shall be construed to</p> <ul style="list-style-type: none">(a) prejudice the admissibility of any evidence that would apart from the provisions of this section be admissible; or(b) enable documentary evidence to be given as to any declaration relating to a matter of pedigree, if that declaration would not have been admissible as evidence if this section had not been passed.	<p>(7) Le présent article ne doit pas être interprété de façon, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none">a) à porter atteinte à l'admissibilité d'éléments de preuve qui seraient autrement admissibles;b) de rendre admissible en preuve une déclaration relative à une affaire de généalogie, si cette déclaration n'était pas autrement admissible comme preuve documentaire.	Interprétation
Weight to be attached to evidence	<p>62. (1) In estimating the weight, if any, to be attached to a statement rendered admissible as evidence by section 61, regard shall be had to all the circumstances from which any inference can reasonably be drawn as to the accuracy or otherwise of the statement and in particular</p> <ul style="list-style-type: none">(a) to the question whether or not the statement was made contemporaneously with the occurrence or existence of the facts stated; and(b) to the question whether or not the maker of the statement had any incentive to conceal or misrepresent facts.	<p>62. (1) Aux fins de déterminer, le cas échéant, la valeur probante à accorder à une déclaration rendue admissible en preuve en vertu de l'article 61, des conclusions raisonnables doivent être tirées, eu égard aux circonstances, de l'exactitude ou d'un autre aspect de la déclaration et, plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none">a) de la contemporanéité de la déclaration avec les faits déclarés;b) de la question de savoir si l'auteur de la déclaration avait des motifs de dissimuler ou de déformer les faits.	Valeur probante
Corroboration of evidence	<p>(2) For the purpose of any rule of law or practice requiring evidence to be corroborated or regulating the manner in which uncorroborated evidence is to be treated, a statement rendered admissible as evidence by section 61 shall not be treated as corroboration of evidence given by the maker of the statement.</p>	<p>(2) Pour l'application de toute règle de droit ou de pratique exigeant la corroboration de la preuve ou prescrivant la manière de traiter des preuves non corroborées, une déclaration rendue admissible en preuve sous le régime de l'article 61 ne peut être considérée comme une corroboration de la preuve donnée par l'auteur de la déclaration.</p>	Corroboration
Proof of document where attestation required	<p>63. In an action, an instrument to the validity of which attestation is required may, instead of being proved by an attesting witness, be proved in the manner in which it might be proved if no attesting witness were alive but nothing in this section applies to the proof of wills or other testamentary documents.</p>	<p>63. Dans une action, un acte pour la validité duquel une attestation est requise peut, au lieu d'être prouvé par un témoin instrumentaire, l'être de la façon qu'il le serait si aucun témoin instrumentaire n'était vivant. Toutefois, le présent article ne s'applique pas à la preuve des testaments ou autres documents testamentaires.</p>	Preuve du document lorsque l'attestation est requise
Documents not less than 20 years old	<p>64. In any action, in the case of a document proved, or purporting, to be not less than 20 years old, there shall be made any presumption that, immediately before October 21, 1948, would have been made in the case of a document of like character proved, or purporting, to be not less than 30 years old.</p>	<p>64. Dans une action où il s'agit d'un document dont la preuve a été faite qu'il datait d'au moins 20 ans ou qui est présenté comme tel, il ne peut y avoir de présomption comme celle qui aurait pu être faite immédiatement avant le 21 octobre 1948 dans le cas d'un document de même nature dont la preuve aurait été faite qu'il datait d'au moins 30 ans ou qui aurait été présenté comme tel.</p>	Documents de moins de 20 ans
<p>OATHS, AFFIDAVITS, AFFIRMATIONS AND STATUTORY DECLARATIONS</p>		<p>SERMENTS, AFFIDAVITS, AFFIRMATIONS ET DÉCLARATIONS SOLENNELLES</p>	
Oaths, etc.,	<p>65. (1) An oath, affidavit, affirmation or statutory</p>	<p>65. (1) Les serments, affidavits, affirmations ou</p>	Serments, etc.

for use in Territories	<p>declaration for use in the Territories may be administered, sworn, affirmed or made within the Territories before</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a judge or a justice of the peace within his or her jurisdiction; (b) the clerk or deputy clerk of the Court; (c) a commissioner for taking oaths within the Territories; (d) a notary public appointed for the Territories; (e) a barrister or solicitor duly admitted and entitled to practise as such in the Territories; (f) a sheriff; or (g) a member of the Royal Canadian Mounted Police. 	<p>déclarations solennelles qui doivent être utilisés dans les territoires peuvent être déférés, souscrits ou faits dans les territoires devant l'une des personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un juge ou un juge de paix, dans les limites de son ressort; b) le greffier ou le greffier adjoint du tribunal; c) un commissaire aux serments dans les territoires; d) un notaire public nommé pour les territoires; e) un avocat dûment admis et autorisé à exercer à ce titre dans les territoires; f) un shérif; g) un membre de la Gendarmerie royale du Canada. 	dans les territoires
Designation of office	<p>(2) Every person referred to in paragraphs (1)(a) to (g) shall designate his or her office below his or her signature to the jurat on an oath, affidavit, affirmation or statutory declaration administered, sworn, affirmed or made before him or her. S.N.W.T. 1998,c.34, Sch.C,s.10(4).</p>	<p>(2) Lorsqu'elle signe l'attestation de serment sur un serment, un affidavit, une affirmation ou une déclaration solennelle fait devant elle, toute personne mentionnée aux alinéas (1)a) à g) désigne sa fonction sous sa signature. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19; L.T.N.-O. 1998, ch. 34, Ann. C, art. 10(4).</p>	Désignation de la fonction
Oaths, etc., administered by commissioned officers	<p>66. (1) An oath, affidavit, affirmation or statutory declaration administered, sworn, affirmed or made within or outside the Territories before a person who holds a commission as an officer in the Canadian Forces and is on full-time service is as valid and effectual to all intents and purposes as if it had been duly administered, sworn, affirmed or made within the Territories before a commissioner for taking oaths within the Territories.</p>	<p>66. (1) Les serments, affidavits, affirmations ou déclarations solennelles déférés, souscrits ou faits à l'intérieur ou à l'extérieur des territoires devant une personne qui détient une commission en sa qualité d'officier des Forces canadiennes et qui est en service à temps plein sont aussi valides et efficaces, à toutes fins, que s'ils avaient été déférés, souscrits ou faits dans les territoires devant un commissaire aux serments pour les territoires.</p>	Serments, etc. prêtés devant les officiers détenant une commission
Admissibility	<p>(2) A document that purports to be signed by a person referred to in subsection (1) in testimony of an oath, affidavit, affirmation or statutory declaration having been administered, sworn, affirmed or made before that person and on which the rank and unit of that person are shown below his or her signature is admissible in evidence without proof of the signature or of the rank or unit of that person or that he or she is on full-time service.</p>	<p>(2) Le document donné comme étant signé par une personne visée au paragraphe (1) pour attester qu'un serment, un affidavit, une affirmation ou une déclaration solennelle a été déferé, souscrit ou fait devant elle et indiquant le rang et l'unité du signataire sous sa signature est admissible en preuve, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de sa signature, son rang, son unité ou le fait qu'il est en service à temps plein.</p>	Admissibilité
Oaths, etc., made outside Territories	<p>67. An oath, affidavit, affirmation or statutory declaration administered, sworn, affirmed or made outside the Territories before</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a judge, a magistrate or an officer of a Court of justice or a commissioner authorized to administer oaths in a Court of justice, (b) the mayor or chief magistrate of a city, borough or town corporate certified under the seal of the city, borough or town corporate, 	<p>67. Les serments, affidavits, affirmations ou déclarations solennelles déférés, souscrits ou faits à l'extérieur des territoires sont aussi valides et efficaces et possèdent la même vigueur et le même effet, à toutes fins, que s'ils avaient été dûment déférés, souscrits ou faits devant un commissaire aux serments pour les territoires ou tout autre autorité compétente, s'ils sont déférés, souscrits ou faits devant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un juge, un magistrat ou un fonctionnaire judiciaire d'une cour de justice, ou un commissaire autorisé à recevoir des 	Serments, etc. prêtés à l'extérieur des territoires

- (c) officers of any of Her Majesty's diplomatic or consular services exercising their functions in any foreign country, including ambassadors, envoys, ministers, chargés d'affaires, counsellors, secretaries, attachés, consuls-general, consuls, vice-consuls, pro-consuls, consular agents, acting consuls-general, acting consuls, acting vice-consuls and acting consular agents,
- (d) officers of the Canadian diplomatic, consular and representative services exercising their functions in any foreign country or in any part of Her Majesty's dominions outside Canada, including, in addition to the diplomatic and consular officers mentioned in paragraph (c), high commissioners, permanent delegates, acting permanent delegates, counsellors and secretaries,
- (e) Canadian Government Trade Commissioners and Assistant Canadian Government Trade Commissioners exercising their functions in any foreign country or in any part of Her Majesty's dominions outside Canada,
- (f) a notary public and certified under his or her signature and official seal,
- (f.1) a person authorized under the laws of Quebec to administer oaths in that province, or
- (g) a commissioner authorized by the laws of the Territories to take such affidavits,

are as valid and effectual and are of the same force and effect to all intents and purposes as if the oath, affidavit, affirmation or statutory declaration had been duly administered, sworn, affirmed or made in the Territories before a commissioner for taking affidavits within the Territories or other competent authority of the same nature. S.N.W.T. 1995,c.11,s.19.

- serments dans une cour de justice;
- b) le maire ou le premier magistrat d'une cité, d'une municipalité, d'une ville, revêtu du sceau de la cité, de la municipalité ou de la ville;
- c) les fonctionnaires de l'un des services diplomatiques ou consulaires de Sa Majesté, lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans tout pays étranger, y compris les ambassadeurs, envoyés, ministres, chargés d'affaires, conseillers, secrétaires, attachés, consuls généraux, consuls, vice-consuls, proconsuls, agents consulaires, consuls généraux suppléants, consuls suppléants, vice-consuls suppléants et agents consulaires suppléants;
- d) les fonctionnaires des services diplomatiques, consulaires et représentatifs du Canada lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans tout pays étranger ou dans toute partie des dominions de Sa Majesté à l'extérieur du Canada, y compris, outre les fonctionnaires diplomatiques et consulaires mentionnés à l'alinéa c), les hauts commissaires, délégués permanents, hauts commissaires suppléants, délégués permanents suppléants, conseillers et secrétaires;
- e) les délégués commerciaux du gouvernement canadien et les délégués commerciaux adjoints du gouvernement canadien, lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans un pays étranger ou dans toute partie des dominions de Sa Majesté à l'extérieur du Canada;
- f) un notaire public et signés et revêtus de son sceau officiel;
- f.1) une personne autorisée par les lois du Québec à faire prêter le serment dans cette province;
- g) un commissaire autorisé par les lois des territoires à recevoir de tels affidavits. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.

Certain documents admitted in evidence without proof of signature, etc.

- 68.** Any document purporting to be signed by a person referred to in section 67, and
- (a) in the case of a person referred to in paragraph 67(b) or (f), purporting to have impressed on it or attached to it the seal required by paragraph 67(b) or (f), or
 - (b) in the case of a person referred to in paragraph 67(c), (d) or (e), purporting to have impressed on it or attached to it his

- 68.** Tout document donné comme étant signé par une personne mentionnée à l'article 67 pour attester qu'un serment, un affidavit, une affirmation ou une déclaration solennelle a été déféré, souscrit ou fait devant elle est admissible en preuve, sans prouver la signature ou le sceau et la signature ou le caractère officiel du signataire, si :
- a) dans le cas d'une personne mentionnée à l'alinéa 67b) ou f), le document se

Admissibilité sans preuve ni signature

or her seal of office, if any, in testimony of the oath, affidavit, affirmation or statutory declaration having been administered, sworn, affirmed or made by or before that person, shall be admitted in evidence without proof of the signature, or seal and signature, or of the official character of that person.

présente comme portant le sceau requis à l'alinéa 67b) ou f);

- b) dans le cas d'une personne mentionnée à l'alinéa 67c), d) ou e), le document est présenté comme portant son sceau officiel, le cas échéant.

Formal defects **69.** No defect, by misdescription of parties or otherwise, in the title or jurat of an affidavit, and no other irregularity in the form of an affidavit, affirmation or statutory declaration is an objection to its admission in evidence, if the Court before or to whom it is tendered thinks proper to admit it and the Court may direct a memorandum to be made on the document that it has been so admitted.

69. Les vices de forme dans le titre ou le contrat d'assermentation résultant d'une mauvaise description des parties ou de toute autre défectuosité, et autres irrégularités dans la forme d'un affidavit, d'une affirmation ou d'une déclaration solennelle ne peuvent les empêcher d'être reçus en preuve, si le tribunal devant lequel ils sont présentés estime à propos de les admettre, et le tribunal peut ordonner qu'une note indiquant qu'ils ont été admis soit inscrite sur le document.

Vices de forme

Who may administer oaths

70. Where, under any law, evidence under oath is authorized or required to be taken, or an oath is authorized or directed to be made, taken or administered, the oath may be administered and a certificate of its having been made, taken or administered may be given by anyone authorized by that law to take the evidence or by anyone authorized to take affidavits under this Act having authority or jurisdiction within the place where the oath is administered.

70. Lorsqu'en vertu d'une loi, un témoignage sous serment est autorisé ou obligatoire, ou un serment est autorisé ou obligatoire, le serment peut être prêté et un certificat attestant l'assermentation peut être délivré par quiconque est autorisé par la loi à recevoir la preuve ou par quiconque est autorisé à recevoir les affidavits en vertu de la présente loi et a le pouvoir et la compétence à l'endroit où est prêté le serment.

Qui peut faire prêter serment

Proof of death of person in Forces

71. The production of a certificate signed or purporting to be signed
(a) by the officer in charge of records, Department of National Defence, in the case of a member of the Canadian Forces, or
(b) by an officer of Her Majesty's Naval, Military or Air Forces, authorized so to sign, in the case of a member of Her Majesty's Forces who is not a member of the Canadian Forces,
stating that the person named in the certificate was a member of the Canadian Forces or Her Majesty's Armed Forces, and that the person has been officially reported as dead or presumed to be dead, if it appears on the face of the certificate that the person signing is qualified as set out in paragraph (a) or (b), is sufficient proof of the death of the person and of all the facts stated in the certificate for any purpose to which the legislative authority of the Legislature extends, and also the office, authority and signature of the person giving or making the certificate, without any proof of his or her appointment, authority or signature.

71. La production d'un certificat signé ou donné comme étant signé :
a) par l'agent responsable des dossiers au ministère de la Défense nationale, dans le cas d'un membre des Forces canadiennes;
b) par un officier des forces navales, des forces armées ou des forces aériennes de sa Majesté, autorisé à signer, dans le cas d'un membre des forces de sa Majesté qui n'est pas membre des Forces canadiennes, attestant que la personne qui y est nommée était membre des Forces canadiennes ou des forces armées de Sa Majesté et qu'elle a été officiellement déclarée décédée ou est réputée décédée, s'il semble au vu du certificat que le signataire possède les qualités requises à l'alinéa a) ou b), est une preuve suffisante du décès de la personne et de tous les faits énoncés dans le certificat à toutes fins auxquelles s'étend l'autorité législative de la législature et du poste, de l'autorité et de l'authenticité de la signature du signataire, sans prouver sa nomination, son autorité ou sa signature.

Preuve du décès d'un militaire

COMMISSIONS ÉTRANGÈRES

Examina-
tions
of witnesses
under
foreign
commissions

72. (1) Where, on application by motion for this purpose, it appears to a Court that any Court or tribunal of competent jurisdiction in

- (a) a province or the Yukon Territory,
- (b) the United Kingdom or in any British dominion, or
- (c) a foreign state,

has duly authorized, by commission, order or other process, the obtaining of testimony in or in relation to any action pending in or before the foreign Court or tribunal of any witness out of the jurisdiction thereof and within the jurisdiction of the Court applied to, the Court may

- (d) order the examination of the witness accordingly, and in a manner and form directed by the commission, order or other process,
- (e) by the order referred to in paragraph (a) or a subsequent order, command the attendance of any person named in the order for the purpose of being examined, or the production of any writings or other documents mentioned in the order, and
- (f) give all directions as to the time, place and manner of the examination and all other matters connected with it that may appear reasonable and just.

Enforcement
of order

(2) An order made by the Court under subsection (1) may be enforced, and any disobedience of it punished, in the same manner as in the case of an order made by the same Court in an action pending in the Court.

Payment of
expenses of
witness

(3) Every person whose attendance is ordered under this section is entitled to the same conduct money and payment for expenses and loss of time as on attendance at a trial in the Court.

Right of
refusal to
answer
questions

(4) Every person examined under a commission, order or other process under this section has the same right to refuse to answer questions that a witness would be entitled to refuse to answer in an action pending in the Court by which the order for examination was made.

Production
of
documents

(5) No person examined under a commission, order or other process under this section shall be compelled to produce at the examination any writing or document that he or she would not be compellable to produce at the trial of such an action.

72. (1) Lorsque, sur requête présentée par voie de motion à cette fin, il est prouvé à un tribunal qu'un tribunal judiciaire ou administratif compétent :

- a) d'une province ou du territoire du Yukon;
- b) du Royaume-Uni ou de tout dominion britannique;
- c) d'un état étranger,

a, par une commission, une ordonnance ou autre acte de procédure, dûment autorisé, dans le cadre ou au sujet d'une poursuite en cours, l'obtention de la déposition d'un témoin qui n'est pas dans son ressort, mais dans celui du tribunal saisi de la requête, il peut :

- d) ordonner en conséquence l'interrogatoire du témoin et en la manière précisée dans la commission, l'ordonnance ou l'autre acte de procédure;
- e) par l'ordonnance mentionnée à l'alinéa a) ou une ordonnance subséquente ordonner à une personne qui y est dénommée de comparaître pour témoigner et lui enjoindre de produire tous écrits ou documents mentionnés dans l'ordonnance;
- f) donner toutes les directives qu'il juge indiquées quant aux date, heure et lieu de l'interrogatoire, ainsi qu'aux questions connexes qui semblent raisonnables et justes.

Interrogatoires
des témoins
effectués en
vertu de
commissions
étrangères

(2) La mise à exécution de l'ordonnance visée au paragraphe (1) et la sanction de son inobservation sont les mêmes que si l'ordonnance était rendue par le même tribunal dans une action dont il est saisi.

Mise à
exécution de
l'ordonnance

(3) Quiconque est tenu en vertu du présent article de comparaître pour témoigner a droit, pour ses dépenses, frais de déplacement et perte de temps, à l'indemnité qui est accordée dans le cas de comparution au cours d'un procès devant le tribunal.

Paiement des
dépenses des
témoins

(4) Quiconque est interrogé en vertu d'une commission, d'une ordonnance ou autre acte de procédure prévu au présent article a le même droit de refuser de répondre aux questions auxquelles il pourrait refuser de répondre dans une action devant le tribunal qui a ordonné l'interrogatoire.

Droit de
refuser de
répondre

(5) La personne qui est interrogée en vertu d'une commission, d'une ordonnance ou d'un autre acte de procédure prévu au présent article n'est pas obligée de produire, lors de l'interrogatoire, un écrit ou un document qu'elle ne pourrait être contrainte de produire dans le cadre d'une telle action.

Production de
documents

Power to administer oath, affirmation

(6) Where the commission, order or other process directs, or the instructions of the Court accompanying it direct, that the persons to be examined shall be sworn or shall affirm before the commissioner or other person, the commissioner or other person has authority to administer an oath or affirmation to the person to be examined.

(6) Lorsque la commission, l'ordonnance, tout autre acte de procédure ou les directives du tribunal qui l'accompagnent ordonnent que les témoins interrogés prêtent serment ou fassent une affirmation solennelle devant le commissaire ou une autre personne, le commissaire ou cette autre personne a compétence pour recevoir le serment ou l'affirmation solennelle de la personne interrogée.

Pouvoir de recevoir les serments ou les affirmations

COMMISSIONERS FOR OATHS AND NOTARIES PUBLIC

COMMISSAIRES AUX SERMENTS ET NOTAIRES PUBLICS L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19

Commissioners for Oaths

Commissaires aux serments

Appointments

73. The Commissioner may, by one or more commissions, appoint as many persons as the Commissioner thinks fit and necessary to take and receive oaths, affidavits or affirmations either within or outside the Territories for use within the Territories.

73. Le commissaire peut, par une ou plusieurs commissions, nommer autant de personnes qu'il l'estime approprié et nécessaire pour recevoir les serments, affidavits ou affirmations à l'intérieur ou à l'extérieur des territoires pour leur utilisation dans les territoires.

Nominations

Style "Commissioner for Oaths"

74. A commissioner appointed under section 73 may be styled "A Commissioner for Oaths" but the absence of style or designation, or error or omission in it, does not affect the instrument.

74. Le commissaire nommé en vertu de l'article 73 peut porter le titre de «commissaire aux serments». Cependant, l'absence du titre ou de la désignation, ou une erreur ou une omission dans le titre ou la désignation, ne porte pas atteinte à la validité de l'acte.

Titre

Powers of commissioner for oaths

75. Every commissioner for oaths may take any affidavit in any manner concerning any legal proceeding in the Territories or in which the commissioner for oaths is authorized by any law or Act, although the application or matter is not made or pending in any Court.

75. Tout commissaire aux serments peut recevoir tout affidavit de n'importe quelle manière concernant une procédure judiciaire engagée dans les territoires ou dans laquelle une loi ou un texte législatif l'autorise à agir, même si la demande ou l'affaire n'est pas formée ou en instance devant un tribunal.

Pouvoirs du commissaire

Duration of commission

76. (1) Every commission issued to a commissioner for oaths under this Act expires three years after the date of its issue.

76. (1) Toute commission délivrée à un commissaire aux serments en vertu de la présente loi expire trois ans après sa délivrance.

Durée de la commission

Special limitations

(2) Notwithstanding subsection (1), a commission issued under section 73 may be specially limited as to area, duration or purpose.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), une commission délivrée en vertu de l'article 73 peut être spécialement limitée quant à la région, à la durée ou au but.

Limitation

Renewal of commission

77. The Commissioner may renew the commission of a commissioner for oaths on application to the Commissioner before or within one year after its expiration.

77. Le commissaire peut renouveler la commission d'un commissaire aux serments sur demande qui lui est présentée avant l'expiration de la commission ou dans l'année qui suit celle-ci.

Renouvellement de la commission

Noting date of expiration of commission

78. (1) A commissioner for oaths whose commission is one that expires under this Act, shall write or stamp on every affidavit, declaration or certificate taken or given by the commissioner for oaths, the date on which his or her commission expires.

78. (1) Le commissaire aux serments dont la commission expire en application de la présente loi écrit ou appose sur chaque affidavit, déclaration ou certificat qu'il reçoit ou délivre, la date d'expiration de sa commission.

Inscription de la date d'expiration

Offence and punishment

(2) Every commissioner for oaths who fails to

(2) Commet une infraction et encourt, sur

Infraction et peine

comply with subsection (1) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$10.

déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 10 \$ le commissaire qui omet de se conformer au paragraphe (1).

Notaries Public

Notaires publics

L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19

Appointment of notary public

79. (1) The Commissioner may, in the discretion of the Commissioner, by one or more commissions, appoint notaries public for the Territories, but no person may be appointed as a notary public unless

- (a) he or she is a Canadian citizen or a permanent resident of Canada;
- (b) he or she resides in the Territories;
- (c) he or she is entitled to practise as a barrister or solicitor in the Territories or satisfies the Commissioner, pursuant to an examination that the Commissioner may impose, that he or she is qualified to act as a notary public; and
- (d) the Commissioner is satisfied that the appointment of a notary public is necessary for the public convenience
 - (i) in the place where the person to be appointed resides and intends to act as a notary public, or
 - (ii) where the person to be appointed is an officer, servant or employee of the Government of Canada, in the places where the duties of that person require him or her to be from time to time.

79. (1) Le commissaire peut, à sa discrétion, par voie d'une ou de plusieurs commissions, nommer des notaires publics pour les territoires. Toutefois, pour qu'une personne soit nommée notaire public :

- a) elle doit être citoyen canadien ou avoir sa résidence permanente au Canada;
- b) elle doit résider dans les territoires;
- c) elle doit être habilitée à exercer le droit comme avocat dans les territoires, ou prouver au commissaire par suite d'un examen imposé par lui, qu'elle possède les qualités requises d'un notaire public;
- d) le commissaire doit être convaincu que la nomination d'un notaire public est d'intérêt public :
 - (i) soit à l'endroit où réside la personne qui doit être nommée et où elle entend exercer comme notaire public,
 - (ii) dans le cas où la personne qui doit être nommée est fonctionnaire fédéral, aux endroits où l'appellent ses fonctions.

Nomination d'un notaire public

Restrictions on commission

(2) Where a person, other than a barrister or solicitor, is appointed or reappointed as a notary public, special restrictions may be imposed in the commission limiting the area, duration or purpose for which the person may use and exercise his or her powers.

(2) Lorsqu'une personne, qui n'est pas avocat, est nommée ou est nommée de nouveau notaire public, la commission peut être assortie de restrictions spéciales limitant la région où elle peut exercer ses fonctions, la durée de ses fonctions et le but dans lequel elle peut les exercer. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.

Restrictions à la commission

Duration of commission

80. Every commission for a notary public expires

- (a) in the case of a person who is entitled to practise as a barrister or solicitor in the Territories, when that person ceases to be so entitled; and
- (b) in the case of any other person, at the expiration of three years after the date of its issue.

80. Toute commission nommant un notaire public expire :

- a) dans le cas d'une personne ayant le droit d'exercer la profession d'avocat dans les territoires, lorsque cette personne cesse d'avoir ce droit;
- b) dans les autres cas, trois ans après la date de la délivrance de la commission. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.

Durée de la commission

Renewal of commission

81. The Commissioner may renew the commission of a notary public on application to the Commissioner before or within one year after its expiration.

81. Le commissaire peut renouveler la commission d'un notaire public sur demande qui lui est présentée avant l'expiration de la commission ou dans l'année qui suit celle-ci. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.

Renouvellement de la commission

Noting date

82. (1) A notary public whose commission is one that

82. (1) Le notaire public dont la commission expire

Note de la date

of expiration of commission	expires under this Act, shall write or stamp on every affidavit, declaration or certificate taken or given by the notary public, the date on which his or her commission expires.	en application de la présente loi écrit ou appose sur chaque affidavit, déclaration ou certificat qu'il reçoit ou délivre, la date d'expiration de sa commission.	d'expiration de la commission
Offence and punishment	(2) Every notary public who fails to comply with subsection (1) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$10.	(2) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 10 dollars le notaire public qui omet de se conformer au paragraphe (1). L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.	Infraction et peine
Powers of notary public	83. Every notary public shall have, use and exercise the power of administering oaths attested by his or her signature and seal, attesting commercial instruments brought before the notary public for public protestation and giving of notarial certificates of his or her acts, and may demand, receive and have all the rights, profits and emoluments rightfully appertaining and belonging to the exercise of these powers.	83. Chaque notaire public possède et exerce le pouvoir de faire prêter des serments attestés par sa signature et son sceau, d'attester les effets de commerce qui lui sont présentés en vue d'un protêt, de délivrer des certificats notariés publics de ses actes et peut demander, recevoir et posséder tous les droits, profits et émoluments afférents et appartenant de droit à l'exercice de sa charge. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.	Pouvoirs du notaire public
Power of notary as commissioner for oaths	84. A notary public has and may exercise the powers of a commissioner for oaths and where the notary administers an oath or takes an affidavit or declaration within the Territories, it is not necessary to its validity that the notary affix his or her seal to it.	84. Le notaire public possède et peut exercer les pouvoirs d'un commissaire aux serments, et lorsqu'il fait prêter un serment ou qu'il reçoit un affidavit ou une déclaration dans les territoires, il n'est pas nécessaire qu'il y appose son sceau pour que ces actes soient valides. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.	Pouvoirs du notaire public en tant que commissaire aux serments
Duties of notary public	85. Every oath or declaration shall be made in person by the deponent or declarant in the presence of the notary public administering the oath or declaration who shall satisfy himself or herself of the genuineness of the signature of the deponent or declarant, and shall administer the oath or declaration in the manner required by law before he or she signs the jurat or declaration.	85. Les serments ou déclarations sont prêtés ou faits, selon le cas, en personne par le déposant ou le déclarant en présence du notaire public qui fait prêter le serment ou qui reçoit la déclaration. Le notaire public s'assure de l'authenticité de la signature du déposant ou du déclarant et fait prêter le serment ou reçoit la déclaration de la manière requise par la loi avant de signer l'attestation de serment ou la déclaration. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.	Fonctions du notaire public

Revocation of Commissions

Révocation des commissions

Power to revoke	86. The Commissioner may revoke the commission of a commissioner for oaths or notary public on his or her conviction for an offence under section 138 of the <i>Criminal Code</i> or for any conduct that in the opinion of the Commissioner renders that person unfit to hold the commission.	86. Le commissaire peut révoquer la commission d'un commissaire aux serments ou d'un notaire public si l'un ou l'autre est déclaré coupable d'avoir enfreint l'article 138 du <i>Code criminel</i> ou pour toute conduite qui, de l'avis du commissaire, le rend inapte à détenir la commission. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.	Pouvoir de révocation
-----------------	---	--	-----------------------

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations	87. The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations (a) for carrying out the purposes of sections 32 to 37; and (b) prescribing fees to be paid in respect of any commission or renewal of a commission for a commissioner for oaths or a notary public and may provide for	87. Sur recommandation du ministre, le commissaire peut, par règlement : a) prendre les mesures nécessaires à l'application des articles 32 à 37; b) prescrire les droits à payer pour une commission ou le renouvellement d'une commission d'un commissaire aux serments ou d'un notaire public et prévoir	Règlements
-------------	--	--	------------

the waiver of payment of fees by any person or class of persons.

une dispense de paiement des droits par une personne ou une catégorie de personnes. L.T.N.-O. 1995, ch. 11, art. 19.

TABLE OF CONTENTS**TABLE DES MATIÈRES**

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	1	Définitions	
COMPETENCY OF WITNESSES AND PRIVILEGES		HABILITÉ DES TÉMOINS ET PRIVILÈGES	
Crime or interest	2	Crime ou intérêt	
Definition of "action"	3 (1)	Définition de «action»	
Evidence of parties	(2)	Témoignage des parties	
Husband and wife	4	Époux et épouse	
Evidence as to adultery	5	Adultère	
Communication made during marriage	6	Communications faites durant le mariage	
Definition of "witness"	7 (1)	Définition de «témoin»	
Incriminating questions	(2)	Questions incriminantes	
Evidence not to be used	(3)	Irrecevabilité de la preuve	
ATTENDANCE OF WITNESS		COMPARUTION DE TÉMOINS	
Witness fees and expenses	8	Indemnité de témoin et frais de déplacement	
EXPERT EVIDENCE		TÉMOIGNAGE D'EXPERT	
Number of expert witnesses	9	Nombre de témoins experts	
Admission of report or finding by expert	10	Admission du rapport ou de la conclusion de l'expert	
Cross-examination	11	Contre-interrogatoire	
Requirement for notice of report or finding	12 (1)	Avis du rapport ou de la conclusion obligatoire	
Where Court may admit report or finding	(2)	Admissibilité par le tribunal	
EVIDENCE RESPECTING COMMITTEES		PREUVE RELATIVE AUX COMITÉS	
Definitions	13	Définitions	
Questions and documents related to committee	14 (1)	Questions et documents ayant un rapport avec un comité	
Hospital and medical records	(2)	Dossiers médicaux et hospitaliers	
Limitation on excusing witness	(3)	Restriction à la dispense	
Liability	15 (1)	Responsabilité	
Disclosure	(2)	Communication	
Confidentiality	(3)	Confidentialité	
Exemption	(4)	Exemption	
CORROBORATIVE EVIDENCE		PREUVE CORROBORANTE	
Breach of promise of marriage	16	Rupture de promesse de mariage	
Deceased person	17	Personne décédée	
Mentally disordered person	18	Personne atteinte de troubles mentaux	
Child of tender years	19	Enfant en bas âge	
OATHS AND AFFIRMATIONS		SERMENTS ET AFFIRMATIONS	

Power of Court	20 (1)	
Power of other persons	(2)	Pouvoir du tribunal
Manner of administering oath	21	Pouvoirs d'autres personnes
Form of oath	22 (1)	Manière de prêter serment
Form of affidavit or deposition	(2)	Formule du serment
Form of affirmation	23 (1)	Formule de l'affidavit ou de la déposition
Effect of affirmation	(2)	Formule de l'affirmation
Affirmations instead of affidavits	(3)	Effet de l'affirmation
Effect of affirmation	(4)	Affirmations au lieu des affidavits
Belief in binding effect of oath	24	Effet de l'affirmation
Evidence of child of tender years	25	Croyance en la force obligatoire du serment
		Témoignage d'un enfant

EXAMINATION AND EVIDENCE
OF WITNESSES

Evidence of persons unable to speak	26
Proof of contradictory written statements	27 (1)
Inspection by Court	(2)
Proof of contradictory oral statements	28 (1)
Question to witness	(2)
Proof of previous conviction of witness	29 (1)
Certificate of conviction	(2)
Discrediting one's own witness	30 (1)
Question to witness	(2)

RECORDING OF EVIDENCE

Definitions	31
Sound recording apparatus	32
Certification of record	33 (1)
Proof of record	(2)
Typewritten copies	34
Playing of records in court	35
Filing of records	36
Order for destruction of records	37 (1)
General order	(2)

JUDICIAL NOTICE AND PROOF
OF STATE DOCUMENTS

Judicial notice of Acts and ordinances	38
Proof of Imperial state document	39 (1)
Proof of territorial, federal or provincial state document	(2)
Proof of state document of British possession or foreign state	(3)
Proof of signature of office	(4)
Official printer	(5)

EVIDENCE OF OTHER PUBLIC
AND CORPORATION DOCUMENTS

SOLENNELLES

INTERROGATOIRE ET
TÉMOIGNAGE DES TÉMOINS

Témoignage des muets	26
Preuve de déclarations contradictoires par écrit	27 (1)
Examen par le tribunal	(2)
Preuve de déclarations contradictoires verbales	28 (1)
Question au témoin	(2)
Preuve d'une déclaration de culpabilité antérieure d'un témoin	29 (1)
Certificat de déclaration de culpabilité	(2)
Réfutation de son propre témoin	30 (1)
Question au témoin	(2)

ENREGISTREMENT DE
LA PREUVE

Définitions	31
Appareil d'enregistrement sonore	32
Attestation	33 (1)
Preuve de l'enregistrement	(2)
Exemplaires dactylographiés	34
Reproduction des enregistrements au tribunal	35
Dépôt des enregistrements	36
Ordonnance de destruction des enregistrements	37 (1)
Ordonnance générale	(2)

ADMISSION D'OFFICE ET PREUVE
DES DOCUMENTS D'ÉTAT

Admission d'office des lois et ordonnances	38
Preuve d'un document d'État impérial	39 (1)
Preuve d'un document d'État fédéral, provincial ou territorial	(2)
Preuve d'un document d'État d'une possession britannique ou d'un État étranger	(3)
Preuve de la compétence	(4)
Imprimeur officiel	(5)

PREUVE DES AUTRES

Copies of public books and documents	40	DOCUMENTS PUBLICS ET DES DOCUMENTS ÉTABLIS PAR LES PERSONNES MORALES
Proof of corporation documents	41	Copies des livres et documents publics
Proof of order of Governor General	42	Preuve des documents établis par les personnes morales
Proof of order of Lieutenant-Governor	43	Preuve d'un décret du gouverneur général
Copies in official gazette	44	Preuve d'un décret du lieutenant-gouverneur
Entries in departmental books	45	Copies dans la gazette officielle
Privilege in case of official documents	46 (1)	Écriture dans les livres des ministères
Objection by witness	(2)	Documents privilégiés
Definition of "business"	47 (1)	Opposition par le témoin
Proof of record	(2)	Définition de «affaires»
Definitions	48 (1)	Preuve de l'enregistrement
Admissibility of photograph print	(2)	Définitions
Power of court to refuse to admit print	(3)	Admissibilité d'une pellicule photographique
Exemption	(4)	Refus du tribunal
Proof of compliance with conditions	(5)	Exemption
		Preuve du respect des conditions
EVIDENCE OF JUDICIAL PROCEEDINGS		PREUVE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES
Definition of "justice"	49 (1)	Définition de «juge»
Proof of proceedings in Court of record	(2)	Preuve des procédures dans un tribunal d'archives
NOTARIAL DOCUMENTS OF QUEBEC		DOCUMENTS NOTARIÉS DU QUÉBEC
Copies of notarial acts in Quebec	50 (1)	Copies d'actes notariés du Québec
Rebutting proof by certified copy	(2)	Réfutation
Notice	(3)	Avis
BANK BOOKS		LIVRES BANCAIRES
Copy of bank book or record	51 (1)	Copie de livres ou de registres bancaires
Proof	(2)	Preuve
Bank and officers where bank not party	(3)	Cas où la banque n'est pas partie
Order for inspection	(4)	Ordonnance d'examen
Notice of inspection	(5)	Avis d'examen
Amount of costs	(6)	Dépens
Order against bank for costs	(7)	Ordonnance à l'encontre de la banque
WILLS		TESTAMENTS
Application	52 (1)	Champ d'application
Method of proving wills	(2)	Mode de preuve des testaments
Notice of intention to produce letters probate or of administration	(3)	Avis d'intention de produire les lettres d'homologation ou les lettres d'administration
REGISTERED INSTRUMENTS		ACTES ENREGISTRÉS
Copies of registered instruments as evidence	53 (1)	

Sufficiency of copy as evidence of original	(2)	Copies d'actes enregistrés
Costs	(3)	L'original constitue une preuve suffisante
Filing original document	54 (1)	Dépens
Where original document retained by Court	(2)	Dépôt du document original
		Détention de l'original

MERCANTILE DOCUMENTS
AND TELEGRAMS

Proof of certain instruments	55 (1)
Inspection	(2)
Costs	(3)

DOCUMENTS COMMERCIAUX
ET TÉLÉGRAMMES

Preuve de certains documents
Examen
Dépens

MISCELLANEOUS PROVISIONS AS
TO DOCUMENTS AND EVIDENCE

Production of newspaper as evidence of notice	56
Where no attestation required	57
Comparison of disputed writing with genuine	58
Where instruments offered in evidence may be impounded	59
Construction of this Act	60

DISPOSITIONS DIVERSES
RELATIVES AUX DOCUMENTS
ET À LA PREUVE

Production d'un journal comme preuve de l'avis
Attestation non obligatoire
Comparaison d'un écrit contesté avec un écrit authentique
Confiscation d'actes admis en preuve
Interprétation de la présente loi

HEARSAY EVIDENCE
CONTAINED IN DOCUMENTS

Documentary evidence	61 (1)
Non-compliance with subsection (1)	(2)
Power to admit documentary evidence	(3)
Statement by interested person	(4)
Authentication of statement by maker	(5)
Discretion of Court respecting admissibility of statement	(6)
Construction	(7)
Weight to be attached to evidence	62 (1)
Corroboration of evidence	(2)
Proof of document where attestation required	63
Documents not less than 20 years old	64

PREUVE PAR OUI-DIRE
CONTENUE DANS
LES DOCUMENTS

Preuve documentaire
Exception
Pouvoir d'admettre une preuve documentaire
Déclaration par une personne intéressée
Authentification de la déclaration
Discretion du tribunal quant à l'admissibilité d'une déclaration
Interprétation
Valeur probante
Corroboration
Preuve du document lorsque l'attestation est requis
Documents de moins de 20 ans

OATHS, AFFIDAVITS,
AFFIRMATIONS AND
STATUTORY DECLARATIONS

Oaths, etc., for use in Territories	65 (1)
Designation of office	(2)
Oaths, etc., administered by commissioned officers	66 (1)
Admissibility	(2)
Oaths, etc., made outside Territories	67
Certain documents admitted in evidence without proof of signature, etc.	68

SERMENTS, AFFIDAVITS,
AFFIRMATIONS ET
DÉCLARATIONS SOLENNELLES

Serments, etc. dans les territoires
Désignation de la fonction
Serments, etc. prêtés devant les officiers détenant une commission
Admissibilité
Serments, etc. prêtés à l'extérieur des territoires
Admissibilité sans preuve ni signature

Formal defects	69	Vices de forme
Who may administer oaths	70	Qui peut faire prêter serment
Proof of death of person in Forces	71	Preuve du décès d'un militaire

POWERS UNDER FOREIGN
COMMISSIONS

POUVOIRS CONFÉRÉS
PAR LES COMMISSIONS
ÉTRANGÈRES

Examinations of witnesses under foreign commissions	72 (1)	Interrogatoires des témoins effectués en vertu de commissions étrangères
Enforcement of order	(2)	Mise à exécution de l'ordonnance
Payment of expenses of witness	(3)	Païement des dépenses des témoins
Right of refusal to answer questions	(4)	Droit de refuser de répondre
Production of documents	(5)	Production de documents
Power to administer oath, affirmation	(6)	Pouvoir de recevoir les serments ou les affirmations

COMMISSIONERS FOR OATHS
AND NOTARIES PUBLIC

COMMISSAIRES AUX SERMENTS
ET NOTAIRES PUBLICS

Commissioners for Oaths

Commissaires aux serments

Appointments	73	Nominations
Style "Commissioner for Oaths"	74	Titre
Powers of commissioner for oaths	75	Pouvoirs du commissaire
Duration of commission	76 (1)	Durée de la commission
Special limitations	(2)	Limitation
Renewal of commission	77	Renouvellement de la commission
Noting date of expiration of commission	78 (1)	Inscription de la date d'expiration
Offence and punishment	(2)	Infraction et peine

Notaries Public

Notaires publics

Appointment of notary public	79 (1)	Nomination d'un notaire public
Restrictions on commission	(2)	Restrictions à la commission
Duration of commission	80	Durée de la commission
Renewal of commission	81	Renouvellement de la commission
Noting date of expiration of commission	82 (1)	Note de la date d'expiration de la commission
Offence and punishment	(2)	Infraction et peine
Powers of notary public	83	Pouvoirs du notaire public
Power of notary as commissioner for oaths	84	Pouvoirs du notaire public en tant que commissaire aux serments
Duties of notary public	85	Fonctions du notaire public

Revocation of Commissions

Révocation des commissions

Power to revoke	86	Pouvoir de révocation
-----------------	----	-----------------------

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations	87	Règlements
-------------	----	------------
